

EDUCATION

# Les élèves reprennent le chemin de l'école



L'année scolaire 2022-2023 qui commence ce 3 octobre est marquée par l'entrée en vigueur des nouveaux programmes scolaires au primaire et au collège ainsi que la poursuite des travaux des états généraux de l'enseignement ouverts le 13 septembre. Ces assises, dont les conclusions seront disponibles au mois de décembre, visent à trouver des approches novatrices pour la résolution des problèmes qui minent le système éducatif congolais, notamment la qualité des infrastructures, la baisse du niveau des apprenants, le nombre et la qualité d'enseignants, les violences en milieu scolaire, etc.

Page 5

La rentrée scolaire a lieu ce 3 octobre

COOPÉRATION

## Denis Sassou N'Guesso invité au sommet Etats-Unis-Afrique



Eugene Young

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a été invité par son homologue américain, Joe Biden, à participer au prochain sommet entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Afrique qui aura lieu au mois de décembre. L'ambassadeur américain au Congo, Eugene Young, lui a transmis l'invitation le 30 septembre à Brazzaville, au cours d'une audience au Palais du peuple. Les deux personnalités ont aussi abordé les questions de coopération bilatérale.

Page 9

ASSEMBLÉE NATIONALE

## Léonce Oscar Kaky déclaré élu

Déclaré perdant au second tour, le candidat indépendant Léonce Alban Oscar Kaky a été rétabli dans ses droits par la Cour constitutionnelle, après recomptage des voix. Il a été élu député de la troisième circonscription électorale de Makélékélé, premier arrondissement de Brazzaville, avec 67,48% contre 32,52% pour sa challenger, Gaétane Princesse Line Mouangassa.



Page 3

Le député élu Alban Kaky / Adiac

CRIMINALITÉ FAUNIQUE

## Des efforts pour la mobilisation des fonds

Au cours de la session extraordinaire des ministres de la Commission des forêts d'Afrique centrale, organisée le 30 septembre à Kintélé, banlieue nord de Brazzaville, les participants ont émis le vœu de voir les pays membres mobiliser les fonds pour lutter contre la criminalité faunique dans la sous-région. « L'Afrique centrale dispose actuellement de 24 millions d'hectares de forêts aménagées dont 5,3 millions certifiées, suivant des

standards de gestion responsable. En retour, notre sous-région devrait bénéficier d'un financement proportionnel à son potentiel effectif d'atténuation du climat, à savoir de 26 à 30 % de l'ensemble du financement climatique. Il est temps de mutualiser nos énergies régionales à l'effet de la mobilisation des ressources financières », a déclaré le Premier ministre congolais, Anatole Collinet Makosso.

Page 4



BURKINA FASO

## Paul-Henri Sandaogo Damiba destitué

Page 9

ÉDITORIAL  
Langue russe

Page 2

## ÉDITORIAL

## Langue russe

Dans l'étincelante ville américaine de New York, les messages prononcés par les chefs d'Etat, de gouvernement et leurs représentants, à l'occasion de la 77e Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), ne pouvaient passer sous silence l'actualité de l'heure, le conflit russo-ukrainien. De nombreux orateurs ont, à cet effet, rappelé que les relations internationales sont entrées dans une phase critique et le monde exposé aux pires incertitudes.

Pays épris de diplomatie, les multiples initiatives de ses plus hautes autorités le montrent si bien, le Congo a associé sa voix à celles des autres nations arcbutées aux idéaux de paix qui présidèrent à la création de l'ONU après la dévastatrice Seconde Guerre mondiale en 1945. Comme toutes les guerres, celle dont il est question fauche des vies innocentes, ronge les espoirs et désarticule les économies. Elle crée le désarroi.

C'est pour parler directement aux belligérants que du haut de la tribune des Nations unies, le représentant du Congo a prononcé des mots en langue russe, langue partagée évidemment par les Russes et les Ukrainiens. La sortie du ministre congolais des Affaires étrangères a dû surprendre plus d'un observateur, mais elle a été une belle façon de rendre hommage à la ville hôte de l'organisation internationale, haut lieu de l'expression démocratique et de la liberté de parole.

« Trop de sang a coulé, trop de sang sacré de vos tendres enfants a coulé ! Il est temps d'arrêter ces destructions massives, il est temps d'arrêter cette guerre. Le monde entier vous regarde. Le temps est venu de vous battre pour la vie, de la même manière que, ensemble, vous vous êtes battus avec bravoure et abnégation contre les Nazis pendant la Seconde Guerre mondiale ». Cet extrait poignant de l'allocation en langue russe du chef de la diplomatie congolaise devrait inciter d'autres chancelleries à travers le monde à prôner la fin de cette coûteuse guerre qui ravage l'est de l'Europe.

Au-delà des apparences, Kiev et Moscou sont à bout. L'aide inestimable qu'il faut leur apporter est de les convier à la table de négociations.

Les Dépêches de Brazzaville

## LIKOUALA

## Sergio Eddie Malanda s'incline devant le verdict des urnes

Candidat indépendant aux dernières élections législatives dans la première circonscription électorale d'Impfondo, dans le département de la Likouala, Eddie Sergio Malanda, au cours d'une conférence de presse animée le 27 septembre à Brazzaville, a accepté sa défaite avant de revenir sur sa récente tournée en Europe.



Eddie Sergio Malanda entouré de deux membres de l'association Adiac

Opposé à deux autres candidats dont Alain Moka du Parti congolais du travail (PCT), le président de la « Nouvelle Likouala émergente » a occupé la troisième place, selon les résultats officiels. Un rang qu'il a toujours contesté au regard du nombre de conseillers municipaux obtenu par sa liste (cinq). Eddie Sergio Malanda, qui s'était abstenu de saisir la Cour constitutionnelle, pense que la page est désormais tournée.

« Une élection est une compétition où il y a beaucoup de challengers. En partant aux élections, nous nous sommes bien préparés pour les échecs, c'est un combat. Le verdict nous a donné perdants, il n'y a pas de miracle à faire, nous ne pouvons qu'accepter notre défaite. Je profite de cette occasion pour féliciter mon challenger, lui souhaiter bon vent et bien de choses dans l'exercice de ses fonctions », a reconnu le candidat malheureux.

Actif dans cette partie du pays à travers son association « La Nouvelle Likouala émergente », Eddie Sergio Malanda n'entend pas baisser les mains pour subvenir aux besoins d'une population dépourvue un peu de tout, surtout sur le plan sanitaire.

Concernant sa tournée en Europe, il a dit y avoir été pour conscientiser les jeunes de la diaspora dont certains n'avaient pas bien apprécié sa débarque dès le premier tour des élections législatives. « Je suis allé expliquer et faire comprendre, surtout conscientiser certains qui étaient dans l'esprit de révolte ou de rébellion. Dans une compétition, il y a un vaincu et un vainqueur, mais certains de nos adhérents, partisans, n'avaient pas la pilule. Il fallait les ramener à la raison, les conscientiser pour que nous ne puissions plus avoir à faire au phénomène combattant. Depuis que j'ai ins-

tallé les instances de la Nouvelle Likouala émergente partout en Europe, ce phénomène a essayé un peu de baisser. Cela est dû à la conscientisation de nos sœurs et frères congolais habitant l'hexagone », a-t-il expliqué.

D'après lui, la ville d'Amiens est considérée en Europe comme le foyer de la rébellion puisque tout passe par là. « Mais, avec notre savoir-faire, nous avons fait passer le message et ramener tout le monde au calme. Nous avons adouci les cœurs de nos compatriotes, en leur demandant de rester calmes et de continuer à travailler, à apporter leur pierre à l'édifice de construction du Congo. Je crois que nous nous sommes séparés en bons termes et le message est bien passé, le calme est revenu. Je suis revenu après avoir réussi mon pari », a conclu Eddie Sergio Malanda.

Parfait Wilfried Douniama

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimmo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## ASSEMBLÉE NATIONALE

## Léonce Alban Oscar Kaky élu député de Makélékélé 3

Le verdict rendu dans le cadre du second tour des élections législatives des 26 et 31 juillet dernier par la Cour constitutionnelle a rétabli Léonce Alban Oscar Kaky dans ses droits. Le candidat indépendant a été élu député avec 67,48% contre 32,52% pour la candidate du Parti congolais du travail (PCT), Gaétane Princesse Line Mouangassa.

Alors qu'elle siégeait à l'hémicycle depuis plus d'un mois, Gaétane Princesse Line Mouangassa va devoir laisser la place à Léonce Alban Oscar Kaky, le député régulièrement élu, selon le verdict de la Cour constitutionnelle. Donnée vainqueur par le ministère de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local lors des résultats proclamés le 2 août dernier, la candidate du PCT n'était pas la vraie élue. Le juge du contentieux électoral, qui a recompté les voix obtenues par chaque candidat dans 31 des 37 bureaux de vote, a attribué la victoire au candidat indépendant qui a eu 2670 voix contre 1287 pour son challenger, sur les 3957 votants.

Une décision qui rétablit Léonce Kaky dans ses droits. « Je suis en larmes, je crois que c'est une histoire que nous avons écrite, parce que nous avons travaillé pendant plus de cinq ans dans le quartier. Il était difficile pour nous, il y a quelque temps, de pouvoir imaginer l'erreur matérielle du ministère

en charge des élections. La Cour constitutionnelle, qui est la plus haute institution judiciaire de notre pays, a analysé et pris une décision qui nous rétablit dans nos droits », a-t-il déclaré.

Il s'est, par ailleurs, félicité de cette décision de la Cour constitutionnelle qui est un message qui traversera, d'après lui, les frontières. « Cela montre un exemple qu'il est possible de croire et d'espérer que la Cour, lorsqu'il y a vraiment des éléments de preuve, peut prendre la bonne décision », a poursuivi le député élu de Makélékélé 3.

Pour l'avocat de Léonce Kaky, Me Edme Gildas Kombila, cette décision est l'expression de la démocratie. « La démocratie s'est exprimée ce matin parce qu'on a toujours pensé que la loi ne pouvait pas être dite dans notre pays. Mais, aujourd'hui, vous avez la preuve. C'est le résultat d'un effort, d'une croyance, parce que mon client avait cru à cette élection et je pense que c'est la manifestation de la démoc-



**« La démocratie s'est exprimée. On a toujours pensé que la loi ne pouvait pas être dite dans notre pays. Mais, aujourd'hui, vous avez la preuve... »**

cratie », s'est-elle réjouie.

Trois recours en réformation ont été jugés non fondés et rejetés par la Cour présidée par Auguste Iloki. Il s'agit des recours du candidat indépendant Alain Jérôme Tati Loulard contre Christian Ernest Makosso du PCT, dans la circonscription électorale unique de Tchiamba-Nzassi, dans le département de Pointe-Noire ; de Dominique Pomba, candidat indépendant contre Juste Jerslin Lalissini Bikindou du PCT à Moutamba, dans le département du Niari ; de Jean Bonard Moussodia de l'Union des démocrates humanistes contre Aimé Hydevert Mouagni à Mougali 1. Auguste Iloki et les autres membres de la Cour ont estimé que ces dossiers manquent de preuves pertinentes.

Le recours en annulation du candidat indépendant Barthélemy Omer Kimfoko-Kaya contre Jean Sibali du PCT, dans la circonscription électorale unique de Kingoué, dans le département de la Bouenza, a, quant à lui, été jugé irrecevable.

*Parfait Wilfried Douniama*

## LE FAIT DU JOUR

## Multiples rentrées

Ce mois d'octobre est celui de la rentrée des classes sur l'ensemble du territoire congolais. Des tout-petits envoyés à la maternelle à leurs aînés du primaire, des collègues aux lycées, tout est mis en œuvre par les parents et le gouvernement pour retrouver les conditions d'école « agréable » comme l'on disait à l'inoubliable époque du Mouvement national des pionniers.

La rentrée scolaire de cette année a de peu failli être perturbée par la grève des enseignants dits volontaires. Ils représentent le plus gros lot d'hommes et de femmes passionnés par leur métier d'éducateur mais confrontés au contentieux lié à leur recrutement dans la Fonction publique et au versement par l'Etat des arriérés de bourse qui leur sont dus.

C'est aussi une rentrée que ce voyage-retour des jeunes médecins formés à Cuba. Réticents à l'idée de regagner le bercail du fait là aussi des problèmes de bourses impayées, ils ont fini par mettre un peu d'eau dans leur vin. Ils refusaient de percevoir « seulement » six mois de bourse sur les trente-neuf cumulés. Une mission gouvernementale dépêchée à la Havane, la capitale de l'île de la liberté, les a convaincus de prendre l'avion affrété spécialement pour eux.

Signalons aussi l'actualité politique avec la mise en place du nouveau gouvernement, le 24 septembre. La série des passations de service s'est déroulée comme dans le meilleur des mondes, le 27 septembre, les discours entendus sur les différents lieux de signature

de procès-verbaux circonstanciés témoignaient d'une ambiance de sérénité entre les sortants et les entrants. De la chose publique, il vaut mieux se contenter de ce que l'on écoute dire devant témoin et laisser la trame des coulisses aux impétrants.

Il y a quelques semaines, les députés et conseillers locaux issus des scrutins du mois de juillet avaient tour à tour pris les rênes de leurs instances parfois dans un climat très tendu dans certaines assemblées départementales et municipales. Tout a fini par rentrer dans l'ordre, les rancœurs, mêmes tenaces, étant renvoyées à plus tard. D'autant plus qu'en démocratie, les élections sont un cycle sans fin : ceux qui perdent aujourd'hui peuvent être brillamment élus demain...

On pourrait, sur ces entrefaites, dire que le temps est venu pour les uns et les autres de se consacrer au travail qui les attend. Aux élèves de prendre le départ de bon pied dès la première semaine des cours, aux ministres de consacrer tous leurs efforts dans la réalisation des objectifs du développement national, aux parlementaires de démentir les critiques qui assimilent leurs assemblées à d'ennuyeuses chambres d'enregistrement, aux médecins fraîchement rentrés de leur formation de ne pas oublier qu'il leur restera à franchir l'étape non moins stressante de l'insertion dans la vie active. Comme tout le monde, ils ont l'insigne devoir de rendre au pays ce qu'il leur a donné.

*Gankama N'Siah*

## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ FAUNIQUE

## Mutualiser les efforts pour la mobilisation des fonds

Le Premier ministre de la République du Congo, Anatole Collinet Makosso, a présidé, le 30 septembre à Kintélé, une session extraordinaire des ministres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac).

Organisée en collaboration avec le ministère de l'Économie forestière du Congo, la réunion préparatoire aux différentes COP prévues en 2022, sur la lutte contre les crimes qui portent atteinte à l'environnement, était l'occasion pour les participants d'adopter les documents des positions communes des pays de l'espace Comifac pour la Cop 27 sur la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, du 7 au 18 novembre, la COP 19 sur la convention des espèces de faune et de flore menacées d'extinction qui aura lieu du 14 au 25 novembre et sur la Cop 15 relative à la diversité biologique, du 5 au 17 décembre au Canada.

Cette session extraordinaire était également l'occasion d'échanger sur le mécanisme de financement de la conservation de la biodiversité en Afrique centrale, de formuler des recommandations en vue du renforcement du financement de la gestion des aires protégées, y compris les aires

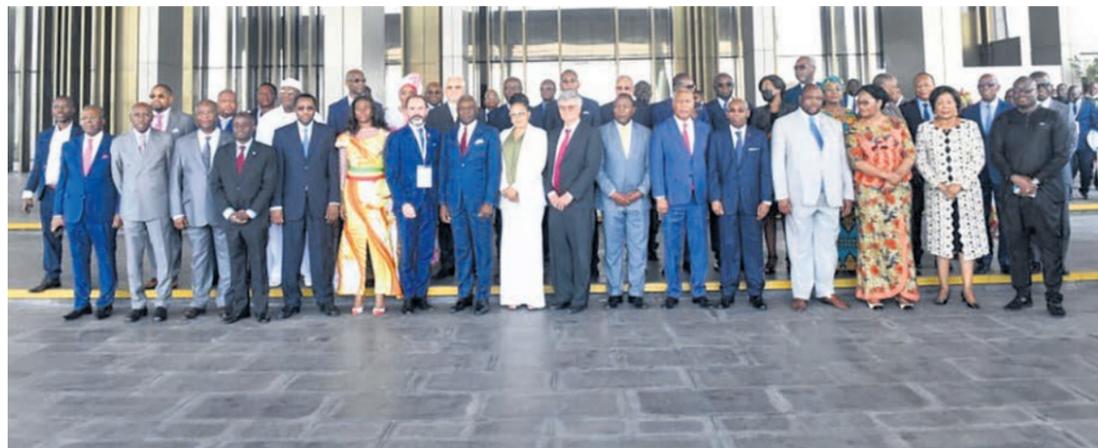


Photo de famille/Adiac

protégées transfrontalières par les budgets nationaux, puis d'examiner des forces et faiblesses en matière de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et le trafic des ressources naturelles.

« L'Afrique centrale reste l'une des seules régions au monde qui absorbe plus de carbone qu'elle n'en émet. Elle dispose actuellement de 24 millions d'hectares de forêts aménagées dont 5,3 millions certifiées, suivant des standards de gestion responsable », a indiqué le Premier ministre, avant de

relever : « En retour, notre sous-région devrait bénéficier d'un financement proportionnel à son potentiel effectif d'atténuation du climat, à savoir de 26 à 30 % de l'ensemble du financement climatique. Il est temps de mutualiser nos énergies régionales à l'effet de la mobilisation des ressources financières. »

Anatole Collinet Makosso a, par la même occasion, invité les pays membres de la Comifac à honorer leurs engagements, notamment l'acquittement de leurs contributions

financières.

Auparavant, le président en exercice de la Comifac, Jules Doret Ndongu, a rappelé que l'agenda international en matière de gestion durable des ressources naturelles, climat et biodiversité, aligne diverses rencontres internationales. « Nous devons y aller en rangs serrés, pour avoir la chance d'être entendus », a-t-il estimé.

Pour l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) au Congo, Giacomo Durazzo, cette rencontre entre dans le cadre de la mise en œuvre

des Programmes d'appui aux réformes et renforcement des capacités institutionnelles de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et Ecofac 6, financés par l'UE. « Ces deux programmes attestent de notre engagement à appuyer les États membres de la CEEAC dans leur parcours de réforme institutionnelle et de lutte contre les crimes qui portent atteinte à l'environnement », a-t-il déclaré.

Rappelons que la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts représente une menace grave pour la paix et la stabilité sociale, au même titre que les autres formes de criminalité. L'ampleur et l'impact du trafic des ressources naturelles ne sont plus une simple question de dommages à l'environnement, mais constituent une menace à l'État de droit, à la paix, à la sécurité ainsi qu'à l'économie et aux conditions de vie de millions de personnes.

Lopelle Mboussa Gassia

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

## Un séminaire au profit des enseignants de la langue chinoise

Les enseignants de la langue chinoise ont suivi une formation de dix jours à travers un séminaire de renforcement des capacités, organisé en mode hybride (présentiel et en ligne) par la fondation internationale de l'éducation du chinois et l'université de Jinan, en partenariat avec l'Institut Confucius de l'Université Marien-Ngouabi (UMNG). La cérémonie de clôture de ce séminaire a eu lieu le 29 septembre, à Brazzaville.



Le directeur congolais de l'Institut Confucius de l'UMNG prononçant son allocution de clôture/DR

Du 19 au 29 septembre, les enseignants de la langue chinoise ont bénéficié des cours sur les techniques et méthodologies de l'enseignement de cette langue aux étrangers et ont appris à transformer le savoir connu en savoir d'apprentissage. Ces en-

seignants ont montré non seulement leur engagement pour l'enseignement du chinois, mais également leur amour pour cette langue.

Dans son adresse de clôture, le directeur congolais de l'Institut Confucius de l'UMNG, Antoine

Ngakosso, est revenu sur la période cruciale que l'humanité a vécue courant deux ans et plus. « Jamais l'humanité collective n'a été si durement mise à l'épreuve, si éprouvée et si vulnérable. La pandémie de covid-19 a apporté avec elle

de multiples responsabilités qui exigent l'adoption des approches extraordinaires et innovantes pour la poursuite des activités de l'Institut Confucius de l'UMNG », a-t-il dit. C'est donc dans ce contexte que la faculté d'éducation et d'échange de l'université de Jinan et l'Institut Confucius de l'UMNG ont pu organiser ce premier séminaire virtuel de renforcement des capacités, dédié aux enseignants congolais de langue chinoise.

Antoine Ngakosso a fait savoir que l'Institut Confucius de l'UMNG est l'un des fleurons de la coopération entre le Congo et la Chine. Cette coopération est au cœur de la satisfaction des besoins les plus immédiats et plus importants du peuple congolais. « Nous en avons fait l'expérience ces dernières années avec la réalisation par la Chine de plusieurs infrastructures dont, entre autres, le bâtiment abritant la présidence de l'UMNG et la Grande bibliothèque universitaire », a-t-il souligné.

Pour le directeur congolais de

l'Institut Confucius de l'UMNG, la clôture de ce séminaire marque aussi le début d'une nouvelle aventure, celle permettant aux participants au séminaire de devenir des hommes et des femmes capables de transmettre les connaissances acquises aux apprenants congolais du chinois. « Je tiens à remercier la fondation internationale de l'éducation du chinois et le centre pour l'éducation et la coopération linguistique, ainsi que l'université de Jinan pour le soutien multiforme que vous apportez à notre institut et j'espère qu'il va se développer davantage grâce à la contribution de tous. Que vive la coopération sino-congolaise », a conclu le directeur congolais de l'Institut Confucius de l'UMNG. Notons que la cérémonie de clôture s'est déroulée en présence du représentant de l'ambassade de la République populaire de Chine au Congo ; du responsable de l'Université de Jinan ; et du directeur chinois de l'Institut Confucius de l'UMNG.

Bruno Okokana

## EDUCATION

# Les élèves reprennent le chemin de l'école aujourd'hui

L'année scolaire qui commence sur toute l'étendue du territoire national est toute particulière, avec l'entrée en vigueur des nouveaux programmes scolaires au primaire et au collège ainsi qu'un lot important de défis à relever.

Les programmes scolaires réaménagés qui doivent entrer en vigueur à partir de ce 3 octobre concernent les niveaux de CP1 et CP2 pour le cycle primaire, la 6e et la 5e pour le collège. Pour tous ces niveaux, les contenus de mathématiques, de français, de sciences de la vie et de la terre ont été réaménagés. Les programmes de 4e et 3e connaîtront des modifications à partir de l'année scolaire prochaine. « Les supports pédagogiques seront gratuitement mis à la disposition des élèves, tandis que les enseignants disposeront des programmes éducatifs et guides pédagogiques », annonçait le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou. La formation des enseignants du public et du privé, sur le maniement des outils pédagogiques des programmes réaménagés, qui avait débuté le 2 septembre dans tous les départements du pays, prendra fin dans quelques jours. Il n'y a pas de système éducatif



La rentrée scolaire a lieu ce 3 octobre/DR

performant sans enseignants performants. C'est dans cette optique qu'avant la rentrée la 24e session du Conseil national de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire s'est tenue à Brazzaville du 15 au 17 septembre sur le thème « Le

profil de l'enseignant dans le système éducatif congolais ». Le souci, selon le ministre Jean-Luc Mouthou, étant de doter l'école congolaise d'un personnel enseignant de qualité, capable de répondre aux attentes du monde de plus

en plus compétitif. Une des recommandations de cette session prévoyait de résorber progressivement l'épineux problème de l'emploi des enseignants bénévoles en définissant un plan de leur intégration à la Fonction publique. Ces

bénévoles, rappelons-le, enseignent dans plusieurs écoles de l'arrière-pays et sont payés par les parents d'élèves. Aussi, cette rentrée scolaire a lieu au moment où les états généraux de l'éducation, de la formation et de la recherche, lancés le 13 septembre, se poursuivent. L'objectif étant de trouver des approches novatrices pour la résolution des problèmes déjà connus qui minent le système éducatif congolais. Parmi ceux-ci figurent la qualité des infrastructures, le nombre et la qualité des enseignants, pour la plupart bénévoles sans formation initiale ou continue; le taux d'achèvement de l'enseignement primaire accompagné de forts taux de redoublements et d'abandons; les violences en milieu scolaire... Les conclusions de ces états généraux seront disponibles en décembre prochain. Il ne s'agira pas de faire le procès de l'école congolaise mais d'apporter des solutions à ses multiples problèmes.

Rominique Makaya

## LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

## L'OIEM invite les jeunes à s'intéresser aux métiers informels

Le président de l'Organisation internationale pour l'évolution matérielle (OIEM), Franck Mayoukou, a lancé, le 29 septembre à Brazzaville, une invite aux jeunes congolais à s'intéresser aux métiers du secteur informel afin de lutter contre la pauvreté.

« Je serai en campagne sur toute l'étendue du territoire pour faire comprendre au peuple congolais la nécessité de se lever afin de se lancer dans le travail, notamment dans l'artisanat, le commerce, l'agriculture et dans les métiers de la technologie », a indiqué Franck Mayoukou. Pour la mise en œuvre de cette initiative, le président de l'OIEM espère sur l'aide des personnages influents dans la bonne gestion de ressources humaines par l'identification des personnes vulnérables et abandonnées ainsi qu'à la stabilité sociale. « Notre organisation libère ses hectares situés dans la sous-préfecture d'Ignié à toute personne qui se trouve en difficulté de vivre en ville de se placer là-bas pour cultiver. Nous allons entreprendre la construction des maisons dans les villages », a-t-il expliqué.

A partir du 15 janvier prochain, l'OIEM mènera une campagne de vente, dans ses bureaux, des produits de première nécessité à moindre frais pour atténuer les effets de la crise alimentaire.

Précisons que cette organisation avait annoncé, il y a sept ans à Brazzaville, une campagne de grâce pour le Congo et l'Afrique à partir de l'an 2015. La même année, elle avait également suggéré aux autorités du pays, au cours d'un point de presse, d'organiser un congrès reconstitutif du tissu national des sages du Congo.

Fortuné Ibara

## CONCOURS « EXCELLENCE DAFRA »

## Les lauréats de la première édition primés

A l'occasion de la première édition du concours « Excellence Dafra » organisé par les laboratoires Dafra Pharma, en partenariat avec la Faculté des sciences de la santé (FSSA) de l'Université Marien-Ngouabi (UMNG), trois étudiants en médecine, dans la catégorie éloquence, ont été primés le 30 septembre à Brazzaville.



Les organisateurs et des lauréats/Adiac

Ils étaient au départ six candidats et après deux rounds d'affrontement devant le public et les membres du jury, Gloire-Amanie Siete D'Almeida, Hervé Oxy Nsouka et John Délice Bayonne Tchikounh sont respectivement sortis lauréats de la catégorie éloquence du concours « Excellence Dafra ». Leurs communications portaient, entre autres, sur les facteurs de risque de la tuberculose pharmaco-résistante, les mesures préventives au stade actuel de la pandémie à SARS COV 2 (Covid 19) et enfin convaincre un motocycliste d'adopter des mesures préventives des traumatismes crâniens.

Durant la compétition, ils ont su s'imposer face à d'autres candidats grâce à leur voix, contenu de recherches, prestance sur scène et leur respect du temps accordé pour chaque communication, soit cinq minutes au premier passage et trois minutes

au second. En cela, le comité d'organisation a décerné aux deux premiers lauréats des ordinateurs et au troisième un smartphone pour leur faciliter la tâche dans les recherches académiques.

« Je suis très heureux d'avoir remporté ce premier prix. Ce concours restera une très belle expérience car il m'a permis de sortir de ma zone de confort et d'oser faire quelque chose de différent, de prendre confiance en moi et de m'affirmer. Aux autres candidats, le principal du jeu c'est de se découvrir et d'aller au-delà de ses limites. En cela, nous sommes tous gagnants », s'est réjoui Gloire-Amanie Siete D'Almeida.

Outre la catégorie éloquence, le concours « Excellence Dafra » a aussi primé trois groupes de trois membres dans la catégorie « Communication scientifique ». Ces derniers ont bénéficié des bourses allant de

150 000 à 360 000 F CFA. Ce, dans l'objectif de soutenir leurs formations. « Cette initiative est à pérenniser à la FSSA car elle a un impact sur l'éveil scientifique des étudiants, le renforcement des capacités dans la communication et dans l'éloquence. En effet, le métier de médecin c'est à la fois pour guérir, former et communiquer. C'est ainsi que les étudiants qui sont pratiquement vers la fin de leurs formations doivent apprendre ces techniques de communication pour leur permettre de bien faire passer leurs messages », a estimé le Pr Donatien Moukassa, président général du jury.

Pour le superviseur de Dafra Pharma Congo, Destin Okombi, c'est une satisfaction de voir cette première édition tenir ses promesses. « Le projet Excellence Dafra constitue une opportunité pour faire émerger les élites de la population estudiantine en formation à la Faculté des sciences de la santé. Il représente une ouverture sociale et intellectuelle vers le monde étudiantin médical. Elaboré en collaboration avec la FSSA de l'UMNG, ce projet vise à soutenir la culture de l'excellence dans la formation médicale. Grand merci à tous pour votre implication », a-t-il déclaré.

Cette cérémonie de remise des prix a connu la participation des membres de Dafra Pharma, des responsables académiques de la FSSA, des enseignants, médecins et d'un échantillon d'étudiants de la FSSA accompagnés de leurs proches. Notons que le concours « Excellence Dafra » a vu le jour il y a trois ans au Bénin, avant de s'étendre au Congo cette année, pour la toute première fois. Rendez-vous est donc pris pour la deuxième édition l'année prochaine, à Brazzaville.

Merveille Atipo



## AVIS DE VACANCE DE POSTE

### Chargé (e) de programme, Genre et Droits Humains

**Intitulé du poste :** Chargé (e) de programme, Genre et Droits Humains

**Niveau :** NO-C

**Numéro du poste :** 00032720

**Lieu d'affectation :** Brazzaville, Congo

**Type de contrat :** Fixed - Term

**Durée Déterminée / Temporaire :** Durée déterminée

**Rotationnel / Non Rotationnel :** Non Rotationnel

**Durée :** Un an (renouvelable)

**VEUILLEZ NOTER QUE CE POSTE EST OUVERT UNIQUEMENT AUX RESSORTISSANTS DU CONGO.**

**Date de clôture le 13 octobre 2022**

#### Le Poste :

Le/la Chargé(e) de Programme est responsable de la conception stratégique, de la mise en œuvre et des relations de partenariat autour de la composante Genre et droits humains, y compris en situation humanitaire et de consolidation de la Paix, du Programme Pays du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) en République du Congo.

Ce poste est sous la supervision globale du Représentant Résident et sous la supervision directe de l'Assistant Représentant.

#### Comment faire la différence :

L'UNFPA est l'agence des Nations Unies mandatée pour la réalisation d'un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger et le potentiel de chaque jeune est réalisé. Le plan stratégique de l'UNFPA (2022-2025) réaffirme la pertinence de l'orientation stratégique actuelle de l'UNFPA et met l'accent sur trois résultats transformateurs : (i) mettre fin aux décès maternels évitables ; (ii) mettre fin aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale ; et (iii) mettre fin aux violences basées sur le genre et aux autres pratiques néfastes. Ces résultats reflètent ses engagements stratégiques visant à accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de la CIPD et des ODD au cours de la décennie d'action menant à 2030. Le plan stratégique de l'UNFPA appelle les États membres de l'ONU, les organisations et les individus à mieux avancer et accélérer le processus de réalisation des objectifs fixés, tout en s'attaquant aux impacts négatifs de la pandémie de Covid-19 et en récupérant les gains perdus à cause de cette pandémie.

Dans un monde où les droits humains fondamentaux sont menacés, nous avons besoin d'un personnel de bonne éthique qui incarne les normes et standards internationaux, et qui les défendra avec courage et conviction.

L'UNFPA recherche des candidats qui transforment, inspirent et produisent des résultats durables et à fort impact. Il a besoin des candidats transparents, exceptionnels dans la gestion des ressources qui leur sont confiées et qui s'engagent à atteindre l'excellence dans les résultats de programme.

#### Objectif du Poste :

La défense et promotion de l'équité et des droits humains est un des piliers stratégiques du Plan Stratégique 2022-2025 de l'UNFPA au niveau mondial. L'agence veille à accompagner et appuyer les efforts nationaux pour réaliser, entre autres objectifs transformateurs, un monde avec zéro pratique néfaste contre les femmes et les filles.

Le/ La chargé(e) de programme Genre et Droits Humains est un poste de niveau senior, ayant pour responsabilité d'accompagner la République du Congo et ses partenaires clés à développer et mettre en œuvre des stratégies et actions efficaces et efficaces de lutte contre les violences basées sur le genre. Il/ Elle travaillera en étroite collaboration avec tous les acteurs clés dans ce domaine dont le Gouvernement, le secteur privé, les ONG, ainsi que les agences du Système des Nations Unies en République du Congo et les organismes de coopération multilatérale et bilatérale.

#### Vous serez responsable de :

Le/ La Chargé(e) de Programme devra contribuer efficacement à la gestion des activités de l'UNFPA, dans le domaine du genre et des droits humains, y compris en situation humanitaire et de consolidation de la Paix. Tout en faisant preuve d'un engagement personnel vis-à-vis du mandat de l'UNFPA et de sa vision organisationnelle, il /elle aura pour tâches de :

#### A. Plaidoyer, dialogue politique et orientations stratégiques de la composante Genre et Droits Humains, y compris en situation humanitaire

- Analyser et interpréter l'environnement politique, socioculturel et économique concernant le genre et les droits humains, avec

une attention particulière aux situations humanitaires et à la consolidation de la paix ;

- Participer aux efforts de plaidoyer et de dialogue politique de haut niveau auprès des décideurs nationaux, des bailleurs de fonds et du secteur privé, pour faire avancer l'agenda CIPD, notamment le volet concernant le genre et les droits humains.

- Rassembler et analyser périodiquement des données sur le genre et droits humains et développer des notes de plaidoyer à l'intention du management du bureau.

- Analyser et rendre compte du progrès des programmes/ projets en termes de résultats atteints et identifier les contraintes et les insuffisances en matière d'engagement et proposer des actions de plaidoyer et de dialogue.

B. Gestion efficace des projets et ressources de la composante Genre et Droits Humains, y compris en situation humanitaire

- Contribuer à la conception, mise en œuvre et documentation du programme-pays et de ses projets constitutifs dans l'esprit de « ne laisser personne de côté », en conformité avec les priorités du gouvernement et selon les orientations et procédures de programme de l'UNFPA ;

- Coordonner la conception, l'exécution, le suivi et la documentation des programmes/ projets de l'UNFPA au Congo en matière de promotion de l'équité de genre et des droits humains, en établissant des rapports de collaboration avec la contrepartie gouvernementale, les agences d'exécution, les experts, et les autres agences des Nations Unies ;

- Veiller à la cohérence de l'appui de l'UNFPA à la mise en œuvre des priorités nationales en matière de lutte contre la violence basée sur le genre, notamment l'application des lois et politiques nationales existantes ;

- Contribuer au déploiement efficace de la réponse de l'UNFPA conformément au besoin du pays en matière de promotion de l'équité de genre et des droits humains en situation normale, humanitaire, et de consolidation de la Paix ;

- Contribuer aux revues périodiques du programme pays de l'UNFPA et à la mise en œuvre de leurs recommandations

#### C. Mobilisation des ressources et communication stratégique

- Participer aux efforts du bureau de l'UNFPA en mobilisation de ressources et de développement de partenariat ;

- Veiller à la documentation et à la visibilité des résultats du programme pays, à travers l'utilisation des canaux et outils de communication appropriés (Presse écrite, TV/ Radio, Facebook, twitter, etc.) ;

- Analyser l'environnement de financement et identifier les opportunités de mobilisation de ressources et développer des documents de projets et les soumettre aux bailleurs de fonds potentiels ;

- Soutenir les efforts de communication et d'innovation du bureau-pays en préparant la documentation adéquate (résumés de projets, les papiers de conférence, les discours, les profils des bailleurs) et en prenant part aux rencontres avec les bailleurs et aux réunions d'information publique ;

- Documenter les bonnes pratiques et actions innovantes à des fins de communication

#### D. Contribution à la mise en œuvre de l'approche Tous Unis dans l'Action du Système des Nations Unies

- Appuyer le bureau de l'UNFPA dans la mise en œuvre de l'approche Unis dans l'Action du système des Nations Unies en République du Congo ;

- Participer au nom de UNFPA, aux activités des groupes thématiques de l'UNDAF/UNSDCF qui sont en liens avec le genre et droits humains ;

- Accompagner l'élaboration de documents, données et d'informations stratégiques en matière de genre et droits humains en vue d'appuyer le suivi des ODD et en analysant les programmes, les projets, les stratégies, les approches et les expériences en cours et en dégagant les meilleures pratiques et les leçons à retenir ;

- Contribuer aux revues périodiques de l'UNDAF/UNSDCF et à la mise en œuvre de leurs recommandations.

#### Qualifications et Expérience :

##### Education :

Etre titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) en Sciences Sociales

##### Compétences Requises :

- Avoir 5 à 8 ans d'expérience professionnelle progressive dans la gestion de programmes/Projets dans le secteur public ou privé ;

- Avoir une expérience professionnelle en plaidoyer et dialogue politique de haut niveau pour faire avancer un dossier auprès des décideurs, bailleurs de fonds, etc.

- Une solide connaissance des interventions en matière de promotion de l'équité de genre et droits humains, dans l'esprit des Objectifs de Développement Durable (ODD) « ne laisser personne de côté » ;

- Etre engagé pour les valeurs de respect des droits de la personne et leur promotion et défense ;

- Avoir l'esprit d'équipe et la capacité d'apprendre à se former, faire preuve d'initiative ;

- Etre capable de travailler sous pression ;

- Avoir une bonne connaissance de l'informatique (utilisation de Word, Excel, PowerPoint, email, etc.)

- Etre de nationalité Congolaise (République du Congo).

#### Langues :

Avoir la maîtrise du Français, oral et écrit, et une capacité de travail en Anglais.

La connaissance d'autres langues officielles des Nations Unies est souhaitable.

#### Compétences requises :

##### Valeurs :

- Être un modèle d'intégrité

- Faire preuve d'un engagement total envers l'UNFPA et le système des Nations Unies

- Être ouvert à la diversité Culturelle

- Être ouvert au changement

#### Compétences fonctionnelles :

- Plaidoyer / promotion d'un programme axé sur les politiques,

- Tirer parti des ressources des gouvernements nationaux et des partenaires / établir des alliances et des partenariats stratégiques,

- Mettre en œuvre des programmes axés sur les résultats,

- Communication interne et externe et plaidoyer pour la mobilisation des résultats.

#### Compétences de base :

- Atteindre les résultats

- Avoir le sens des responsabilités

- Acquérir et faire preuve d'une expertise professionnelle et avoir un sens des affaires

- Mener une réflexion analytique et stratégique

- Travailler en équipe / s'autogérer et gérer ses relations

- Communiquer de façon percutante

#### Compétences managériale :

- Fournir une orientation stratégique,

- S'engager auprès des partenaires internes/externes et des parties prenantes,

- Diriger, développer et responsabiliser les personnes, créer une culture de la performance,

- Prendre des décisions et exercer son jugement.

#### Dossier de candidature et dépôt

Les dossiers ne peuvent être soumis qu'en ligne sur la plateforme UNFPA eRecruitment au lien : [https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/en/sites/CX\\_2003/job/5811](https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/en/sites/CX_2003/job/5811)

#### Rémunération et avantages sociaux

Ce poste offre un ensemble attrayant de compensations, comprenant un salaire net compétitif basé sur la grille actuelle de l'ONU et des ajustements du coût de la vie, une assurance maladie et tout autre avantage applicable.

#### Avertissement

L'UNFPA ne demande aucun frais de candidature, de traitement de dossier, de formation, d'entretien, de test ou autre en relation avec le processus de candidature ou de recrutement. Les annonces, lettres ou offres frauduleuses peuvent être soumis à la ligne d'assistance (Hotline) contre la fraude de l'UNFPA <http://www.unfpa.org/help/hotline.cfm>

**Fait à Brazzaville, le 26 septembre 2022**

**Victor RAKOTO**  
Représentant Résident de l'UNFPA au Congo

## ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

## Des femmes handicapées formées à l'entrepreneuriat

Le Collectif liloba a lancé, le 29 septembre à Brazzaville, la session de formation des jeunes filles et femmes handicapées sur le thème « L'apprentissage », en collaboration avec ses partenaires. L'objectif est de renforcer les capacités de cette couche vulnérable dans le combat visant leur autonomisation.

Des jeunes filles et femmes handicapées seront formées pendant trois mois dans divers domaines : le commerce, l'hôtellerie et perlerie grâce à une expertise extérieure. La formation est baptisée promotion « Tchicaya Oboa ». Elle sera sanctionnée par un certificat de participation, ont expliqué les organisateurs, ajoutant qu'elle fait suite aux recommandations faites au bureau du Collectif liloba sur l'employabilité et la réduction de la pauvreté des jeunes filles et des femmes handicapées, lors de l'assemblée générale organisée en août dernier.

L'animatrice principale du Collectif liloba, Gustavine Louzolo, a invité ses consœurs à tourner la page de la mendicité au bénéfice de l'autonomisation par le truchement de la formation qualifiante. « Par le processus d'autonomisation, la femme handicapée doit retrouver sa place de mère de famille et garantir une vie saine à sa progéniture », a-t-elle indiqué.

Gustavine Louzolo a assuré à cette occasion l'ambition de créer un fonds de garantie pour financer les activités génératrices de



revenus par l'intermédiaire des microcrédits. L'initiative, a-t-elle poursuivi, permettra de pérenni-

ser l'appui des donateurs potentiels et traditionnels grâce à l'établissement d'un partenariat avec

Des femmes handicapées en formation/DR les gestionnaires des caisses de micro finances de proximité au Congo.

**« Par le processus d'autonomisation, la femme handicapée doit retrouver sa place de mère de famille et garantir une vie saine à sa progéniture »**

De son côté, le secrétaire général de l'Association nationale des aveugles et déficients visuels, Emmanuel Batchi, a rappelé les activités réalisées en faveur de cette couche vulnérable. Parmi celles-ci, figurent des formations sur l'éducation financière, l'entrepreneuriat adapté. Elles ont également bénéficié des consultations gratuites de santé ainsi que des dons multiformes. « La formation vous est donnée pour vous permettre de devenir des femmes productives afin de vivre votre autonomie car nous avons su que vous êtes des femmes battantes », a-t-il déclaré.

Après le lancement officiel de la formation, les femmes ont reçu l'exhortation de l'entrepreneur Séraphine Ekoa, facilitatrice de la formation. A cet effet, elle a invité les apprenantes à se mettre debout pour que personne n'ait pitié d'elles pour devenir actrices de leur vie. Notons que la cérémonie a été marquée par la visite des œuvres produites par des femmes handicapées dans le domaine de l'artisanat, l'agro-alimentaire et bien d'autres.

*Lydie Gisèle Oko*

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE  
DU BASSIN DU CONGO

Musée  
du Bassin du Congo

de LUNDI

à VENDREDI (9h-17h)

et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

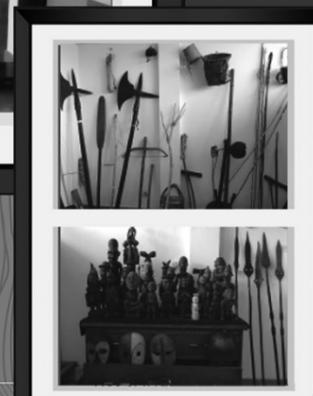
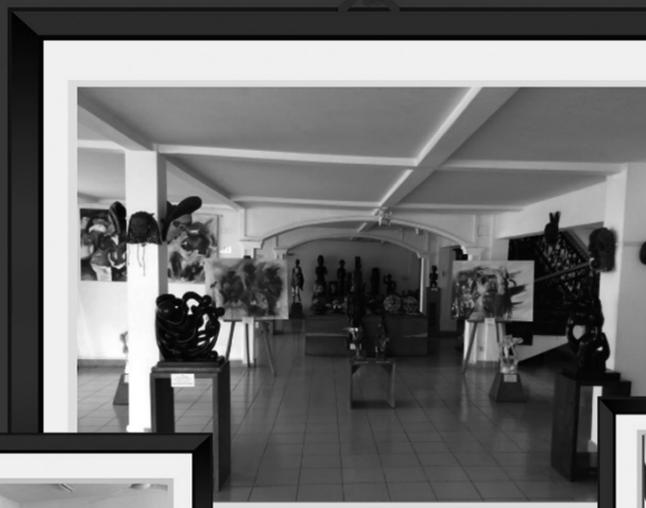
PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'art dans sa Généralité,  
de la Tradition  
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso  
immeuble les manguiers (Mpila )  
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

## ROTARY INTERNATIONAL

## Le gouverneur du District 9150 en visite au Congo

Pierre Havyarimana, gouverneur du District 9150 du Rotary international, est en séjour de travail en République du Congo, du 28 septembre au 3 octobre. Il a présenté ses civilités au député maire de la ville de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, le 30 septembre.

En sa qualité de plus haute autorité rotarienne du District 9150 qui regroupe les pays suivants : Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Tchad, le gouverneur Pierre Havyarimana ne pouvait passer un séjour à Brazzaville sans présenter ses civilités au député maire de la ville. C'est ce qu'il a fait, le 30 septembre. Il a été reçu également par le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki.

« J'ai fait la courtoisie d'aller saluer le député maire de la ville de Brazzaville. Il y a eu une séance d'écoute des attentes de l'administration de la mairie et des attentes exprimées par un représentant du peuple pour qu'il y ait demain une synergie encore plus active entre les actions de Rotary et celles de l'administration de Brazzaville en particulier et du Congo en général. Aujourd'hui, nous venons requérir la béné-

diction du député maire de la ville de Brazzaville pour commencer nos travaux », a expliqué le gouverneur Pierre Havyarimana.

La visite de travail du gouverneur Pierre Havyarimana a débuté le 28 septembre à Pointe-Noire. Dans cette ville, il a tenu une séance de travail avec les clubs de la localité. Après les entretiens avec l'administration locale, il s'est rendu à Dolisie, troisième ville du pays, où il a été également reçu par le préfet du département du Niari et la maire de cette ville. Tout comme à Pointe-Noire, il a eu une séance de travail avec le Rotary club sur place. Sa visite en République du Congo sera bouclée par une soirée organisée en son honneur, ce 1er octobre. « D'ores et déjà, je peux dire que la relation entre les Rotary clubs du Congo et les autorités publiques sont excellentes. J'ai trouvé les Rotary clubs de Brazzaville sur le terrain, réalisant des actions concrètes. Nous souhaitons faire encore mieux. Les attentes vont dans le



Le député maire de Brazzaville s'entretenant avec la délégation du Rotary/Adiac

sens de l'intégration de la planification du développement communautaire de la mairie dans la planification propre aux interventions de la mairie. Et ce que nous fai-

sons en tant que gouverneur, c'est de motiver les clubs et évaluer ce qu'ils font », a-t-il fait savoir.

Pierre Havyarimana a succédé à Edgard Cyr K. Tougouma au

poste de gouverneur du District 9150 au titre de l'année rotarienne allant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

**Bruno Okokana  
et Guillaume Ondze**

## JOURNÉE MONDIALE DE L'ARCHITECTURE

## Replacer l'intérêt public au cœur de la fabrication de la ville

Le président de l'Ordre des architectes du Congo (OAC), Antoine Beli Bokolojoué, dans une déclaration rendue publique à l'occasion de la Journée mondiale de l'architecture, a mentionné le remplacement de l'intérêt public au cœur de la fabrication de la ville comme étant une vision d'avenir.

Célébrée chaque premier lundi du mois d'octobre, la Journée mondiale de l'architecture est couplée avec la Journée mondiale de l'habitat. L'événement est placé cette année sur le thème "L'architecture pour le bien-être". Cette thématique fait de 2022 une année de l'architecture pour la santé de l'Union internationale des architectes. Elle traduit également l'engagement de cette organisation à utiliser une conception fondée sur des données probantes pour promouvoir la santé dans les bâtiments et les villes. Elle promeut l'architecture comme l'une des solutions écologiques, économiques et sociales, face aux crises que rencontre le XXIe siècle.

« A un moment où les crises que nous traversons ont un impact sur le cadre de vie des Congolais, les architectes du Congo et de la zone centre de l'Afrique, voire du monde, font un plaidoyer d'intérêt général. La ville à l'horizon 2035 est déjà construite à 80%. Faire la ville de demain, c'est réparer la ville d'aujourd'hui d'une manière vertueuse », a déclaré le président de l'OAC.

Selon lui, la fabrication de la ville façonne la vie en société pour les décennies lorsque les gens

construisent, démolissent, réhabilitent et touchent à leur environnement quotidien. S'occuper du cadre de vie des Congolais, c'est donc, selon lui, spatialiser la démocratie. Pour le président de l'OAC, personne n'aspire aujourd'hui à dépenser la moitié de son salaire, voire plus, pour habiter un lieu trop petit, mal desservi et loin de son travail.

**Nécessité d'agir ensemble**

« Se loger, se déplacer, travailler, les trois sujets doivent être liés. En outre, aujourd'hui les enjeux écologiques et la conjoncture mondiale nous obligent à ménager notre territoire : coût et rareté des ressources, canicules, aléas météorologiques... Les catastrophes naturelles de ces derniers temps nous montrent à quel point notre territoire est vulnérable. Il nous faut anticiper pour éviter des crises majeures et des vies brisées. Nous ne pourrions pas indéfiniment réparer au lieu de prévenir. L'urgence n'est plus à démontrer. Ensemble, nous devons agir ! », a poursuivi celui qui dirige la Conférence des présidents des Ordres des architectes de l'Afrique centrale. Il s'est, par ailleurs, réjoui de



Antoine Beli Bokolojoué/DR

l'existence des solutions et des innovations apportées au quotidien. Il a aussi souligné l'urgence d'essaimer et d'amplifier des expériences réussies et des bonnes pratiques se trouvant partout dans le monde, menées par des citoyens, des élus, des architectes. Mais les architectes ont encore besoin davantage d'investissements publics et d'une vision politique affirmée. Il s'agit de ren-

forcer la décentralisation des territoires pour permettre un développement mieux équilibré ; passer d'une politique du logement à une politique de l'habitat ; réparer les villes ; changer les pratiques face au changement climatique ; décarboner la construction en développant de nouvelles filières de matériaux. « La création architecturale apporte des solutions indispensables pour mieux vivre ensemble, réussir la transition écologique et sociale de notre pays. Saisissons-nous de cette opportunité ! L'architecture, par son caractère, se place au cœur des politiques publiques. Il s'agit d'investir sur l'avenir. Il s'agit de faire évoluer le modèle économique actuel qui ne permet plus de garantir une qualité de vie à nos concitoyens. Les architectes sont présents pour agir dans tout le territoire. Ainsi, remplaçons l'intérêt public au cœur de la fabrication de la ville. C'est une vision de l'avenir ! », a expliqué Antoine Bokolojoué.

**A des nouveaux risques correspondent des nouveaux besoins**

Il s'est ensuite interrogé sur la manière d'adapter la ville aux phé-

nomènes extrêmes devenant la nouvelle normalité. Le président de l'OAC a suggéré une concertation entre les élus, les habitants, les acteurs de la construction ainsi que les pouvoirs publics, pour construire la résilience des villes et villages, bref des territoires. « En concevant des bâtiments qui répondent aux nouvelles contraintes climatiques, en renouant dans le respect du patrimoine, l'architecture apporte des solutions pour une approche transversale de l'aménagement. Comment repenser un aménagement des territoires qui prenne en compte leurs interdépendances ? », s'est-il interrogé.

Pour y parvenir, il faut favoriser un développement équilibré qui s'inscrive dans une approche de l'aménagement partagée entre l'Etat, les départements, les villes et les villages. Une nouvelle approche devant miser sur leurs complémentarités ; associer les décideurs publics et les habitants dans une vision à long terme ; traiter de manière transversale les problématiques de l'habitat, de l'aménagement, de la construction, des mobilités et du développement durable.

**Parfait Wilfried Douniama**

## COOPÉRATION

# Denis Sassou N'Guesso attendu à Washington

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, est attendu à Washington, pour le deuxième sommet Etats-Unis d'Amérique - Afrique qui se tiendra du 13 au 15 décembre prochain.

L'invitation du président américain, Joe Biden, à son homologue congolais été remise au chef de l'Etat par l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Brazzaville, Eugene Young, au cours de l'audience qui lui a été accordée le 30 septembre dernier. Au cours de leurs entretiens, les deux personnalités ont abordé plusieurs points relatifs aux relations bilatérales entre les deux Etats.

Ainsi, en début du mois de septembre, la présence d'un navire des forces navales américaines à Pointe-Noire témoigne de la bonne santé des relations entre les Etats-Unis et le Congo. C'est pour cela aussi qu'Anthony Blinkin, secrétaire d'Etat américain, et Denis Sassou N'Guesso ont eu, le 10 août 2022, une conférence téléphonique.

La Rédaction



Denis Sassou N'Guesso et Eugene Young

## BURKINA FASO

# Paul-Henri Sandaogo Damiba destitué

Moins d'une année après avoir chassé le président Roch Marc Christian Kaboré par les armes, le 22 janvier dernier, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba a été renversé lui aussi, le 30 septembre, par le capitaine Ibrahim Traoré qui prend désormais la tête du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR).

« Le lieutenant-colonel Damiba est démis de ses fonctions de président du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), organe dirigeant de la junte », ont déclaré les militaires dans un communiqué conjoint, avant de préciser que suite à ce mouvement, le gouvernement, la charte de transition et l'Assemblée nationale sont dissous, les frontières du pays sont désormais fermées et un couvre-feu est instauré de 21 heures à 5 heures du matin.

Le nouvel homme fort du Burkina Faso était jusque-là commandant du régiment d'artillerie de Kaya, la première région militaire, située à une centaine de kilomètres de la capitale. Il hérite d'une situation sécuritaire difficile, marquée par des attaques des groupes armés qui les multiplient au sein de la force publique, mais aussi de la population.

D'après les auteurs de ce coup d'Etat, leur mouvement fait suite à un constat selon lequel le pays était en proie à une dégradation continue de la situation sécuritaire depuis que le chef de la junte, Paul-Henri Sandaogo Damiba, était au pouvoir.

« Constatant que le pays est toujours plongé dans une insécurité accrue, nous avons décidé de prendre nos responsabilités, des responsabilités qui seront animées d'un seul idéal, notamment la restauration de la sécurité et l'intégrité de notre territoire », ont déclaré les auteurs du putsch. Ils ont spécifié



Le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba

que leur idéal commun de départ a été trahi par leur leader, en qui ils avaient placé toute leur confiance. Loin de libérer les territoires occupés, les zones jadis paisibles sont passées sous contrôle terroriste.

Par ailleurs, les putschistes ont

promis de convoquer incessamment les forces vives de la nation, afin de désigner un nouveau président du Burkina Faso qui sera un civil ou un militaire.

**La Cédéao et l'UA condamnent le putsch**

S'estimant lésés par cet acte, les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) et ceux de l'Union africaine (UA) ont fait des déclarations.

« Nous condamnons avec la plus grande fermeté la prise de

pouvoir par la force qui vient de s'opérer. Nous trouvons inopportun ce nouveau coup de force au moment où des progrès ont été réalisés pour un retour à l'ordre constitutionnel au plus tard le 1er juillet 2024 », a déploré la Cédéao, indiquant que le Burkina Faso est suspendu de ses instances.

Pour manifester également son désarroi, le président de la Commission de l'Union africaine (UA), le Tchadien Moussa Faki Mahamat, a déclaré: « Le changement inconstitutionnel de gouvernement au Burkina Faso, après le putsch militaire qui a chassé du pouvoir le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, nous conduit à appeler les militaires à stopper immédiatement et totalement tout acte de violences ou menaces contre la population civile et à restaurer l'ordre constitutionnel au plus tard au mois de juillet 2023 », a précisé Moussa Faki Mahamat.

De son côté, l'Union européenne a exprimé aussi ses inquiétudes sur la situation sécuritaire dans le pays, sans oublier les États-Unis qui se sont dits aussi extrêmement inquiets, par ce qui prévaut à Ouagadougou. Pour ce faire, ils ont appelé leurs citoyens à limiter leurs déplacements. « Nous appelons à un retour au calme et à la retenue de la part de toutes les parties », ont-ils déclaré.

Rock Ngassakys

## AFRIQUE

## Le Maroc plaide en faveur d'une coopération internationale bénéfique au continent

**Rabat appelle la communauté internationale à renforcer la coopération internationale en faveur des pays africains, notamment à travers l'allègement de la dette et des initiatives de développement pour faire front aux chocs économiques actuels et futurs.**

Le chef du gouvernement marocain, Aziz Akhannouch, s'appuie sur les visites successives du roi Mohammed VI aux différents pays du continent, à la faveur du lancement de projets structurels de coopération et de partenariat destinés à consolider le développement durable, assurer la sécurité

alimentaire et promouvoir le développement économique, dans un engagement à l'avantage de la complémentarité interafricaine.

Aziz Akhannouch a rappelé, par ailleurs, la tenue récente, au Maroc, de la 14e édition du sommet d'affaires Etats-Unis-Afrique, dont l'objectif était de doper le flux des investissements dans les secteurs prioritaires pour les pays africains. Le chef du gouvernement a rappelé que l'Afrique est le continent qui paie le plus lourd tribut à la conjoncture économique née de l'actuelle crise géostratégique mondiale, subissant de plein fouet le renchérissement des prix des denrées alimentaires et énergétiques.

Une situation qui met en péril les acquis du continent en matière de développement durable, a-t-il déploré, tout en estimant que le continent dispose des potentialités nécessaires pour transformer ces défis en opportunités compte tenu de ses ressources humaines et naturelles, outre les perspectives ouvertes grâce à la Zone de libre-échange continentale africaine. Pour conclure, le Premier ministre marocain a cité le discours royal devant le 28e sommet de l'Union africaine, dans lequel le roi Mohammed VI a expliqué : « Nous, peuples d'Afrique, avons les moyens et le génie; et nous pouvons ensemble réaliser les aspirations de nos peuples ».

Noël Ndong

## BÉNIN

## Trois nouveaux secteurs bientôt interdits de droit de grève

**Le gouvernement prévoit d'interdire le droit de grève dans le transport aérien et maritime ainsi que dans les hydrocarbures. Un projet de loi modifiant et complétant la loi existante, très controversée et toujours critiquée, est transmis aux députés pour étude et vote.**

Le pouvoir a dit avoir sollicité la modification de la loi en raison du contexte sécuritaire de plus en plus exigeant. Le gouvernement vise le transport aérien et maritime ainsi que les hydrocarbures, des secteurs à « mobiliser en per-

manence ». Ce sont les fonctions régaliennes de l'Etat et la défense du territoire qui le recommandent, justifie le communiqué du Conseil des ministres.

Certains analystes, sans avoir vu le projet, décryptent l'annonce comme un retrait total du droit de grève dans les trois secteurs. C'est déjà le cas dans les hôpitaux, la justice et la sécurité depuis 2018 et pour les autres salariés, ils sont limités à deux jours de grève par mois. Cette décision intervient quatre jours après la grève des contrôleurs aériens du Bénin qui

a paralysé l'aéroport international de Cotonou, Cadjehoun. Les négociations avec le ministre de tutelle pendant le mouvement se sont mal déroulées. Une issue qui n'a pas plu à Patrice Talon, alors à l'étranger, rapporte son entourage. Devant le Medef fin août, le chef de l'Etat béninois avait dit avoir dérégulé le monde du travail, indiquant que pour lui un pays en construction avait besoin de réglementation forte. Les syndicats concernés n'ont pas encore réagi.

Josiane Mambou Loukoula

## DÉMOGRAPHIE

## L'Ined publie son tableau de la population mondiale en 2022

**Tous les deux ou trois ans, «Population et Sociétés» publie un numéro intitulé « Tous les pays du monde », présentant un tableau de la population mondiale. En 2022, elle est de 8 milliards d'habitants, ayant été multipliée par huit au cours des deux derniers siècles. Elle devrait continuer à croître jusqu'à atteindre peut-être 10 milliards à la fin du XXIe siècle. L'Inde devrait être le pays le plus peuplé dès 2023.**

La population mondiale ne cesse de croître. Huit milliards d'habitants en 2022, elle devrait approcher dix milliards en 2050. Pourtant, la croissance démographique décelère : ayant atteint un maximum de plus de 2 % par an il y a soixante ans, elle a diminué de moitié depuis (1 % en 2022) et devrait continuer de baisser jusqu'à la quasi-stabilisation de la population mondiale d'ici à la fin du siècle autour de dix milliards d'habitants. Cette décelération de la croissance tient à la diminution de la fécondité, 2,3 enfants en moyenne par femme aujourd'hui dans le monde, contre plus du double (cinq enfants) en 1950. Mais la moyenne d'aujourd'hui recouvre de grandes disparités selon les régions et pays.

Alors que la Corée du Sud a la fécondité la plus basse (0,9 enfant par femme), le Niger, à contrario, enregistre la fécondité la plus élevée (6,7 enfants). Parmi les régions du monde où la fécondité est encore élevée, supérieure à 2,5 enfants, on trouve en 2022 presque toute l'Afrique, quelques pays du Moyen-Orient, et les régions allant de l'Afghanistan jusqu'au Nord de l'Inde en passant par le Pakistan. C'est là que l'essentiel de la croissance démographique mondiale aura lieu dans les prochaines décennies.

L'un des grands changements à venir est l'accroissement important de la population de l'Afrique qui pourrait presque tripler d'ici à la fin du siècle, passant de 1,4 milliard d'habitants en 2022 à 3,9 milliards en 2100, ceci malgré le sida. Alors qu'un homme sur six vit aujourd'hui en Afrique, ce sera probablement plus d'un sur trois à la fin du siècle. La Chine est le pays le plus peuplé du monde avec 1,43 milliard d'habitants, mais l'Inde, qui n'est pas loin (1,42 milliard), devrait passer en tête probablement en 2023 car sa population y croît plus vite en raison d'une fécondité plus élevée (2,0 enfants par femme en moyenne, contre 1,2).

N.Nd.

## CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE

Boulevard Denis SASSOU NGUESSO

B.P : 182  
Tél : 22 281 00 93  
Email : [cnss\\_bzv@laposte.net](mailto:cnss_bzv@laposte.net)  
N°.....  
V/Ref :  
N/Ref : DG/EO/LO

REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité\* Travail\* Progrès

## COMMUNIQUE DE PRESSE

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) organise un test de présélection en vue du recrutement des contrôleurs en prévention des risques professionnels.

Les candidats à ce test doivent remplir les conditions ci-après :

- être de nationalité congolaise et âgé de 35 ans au maximum ;
- être titulaire d'un diplôme équivalent au BAC+3 en chimie, électrotechnique, électronique, bâtiments et travaux publics, électricité, électromécanique, hygiène alimentaire, mines et géologie, pétrole, agriculture, sécurité incendie, agropastorale, environnement.

Les candidats admis au test bénéficieront d'une formation d'une année à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Les dossiers de candidature doivent comprendre les pièces suivantes :

- une lettre de motivation adressée au Directeur Général de la CNSS ;
- un curriculum vitae ;
- une copie certifiée du diplôme ;
- une copie de la carte nationale d'identité (CNI) ou du passeport en cours de validité ;

NB : Les dossiers sont déposés à la direction générale, au plus tard le 14 octobre 2022 à 15 heures, au service du personnel ou à l'adresse mail suivante : [servicepersonnel@cnssolde@gmail.com](mailto:servicepersonnel@cnssolde@gmail.com)  
Tél : 06 926 59 71/ 06 917 45 95

Fait à Brazzaville, le 29 SEPT 2022

Le Directeur Général.

Evariste ONDONGO.-



**ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT**

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

## EXPLOITATION ILLICITE DES MINERAIS

# L'Assemblée nationale fait le point sur l'application des recommandations dans le Kivu

Au cours de sa session parlementaire de septembre, la chambre basse du parlement va procéder à une évaluation des recommandations transmises au gouvernement de la République dans le cadre de la lutte contre l'exploitation illicite des minerais dans le territoire de Mwenga. Outre la présence des expatriés actifs dans le secteur de l'or sans titres ni qualités, il était dénoncé également les entreprises qui font de l'exploitation avec des permis de recherche.

Le Sud-Kivu est l'une des provinces minières de la République démocratique du Congo. Même si sa vocation agricole n'est pas remise en question, du moins à ce stade, la province vit aujourd'hui de l'activité minière. En 2021, l'Assemblée nationale a transmis au gouvernement de la République un rapport et des recommandations pour combattre l'exploitation illicite des minerais dans le riche territoire de Mwenga. Adopté à l'époque par la plénière, le rapport était le fruit d'un travail acharné de la Commission parlementaire dépêchée sur le terrain en vue d'enquêter et de collecter des informations. Lors de cette plénière, il y a eu des amendements et autres re-

commandations de la part des députés nationaux. Au nombre des faits accablants enregistrés par la Commission dirigée par Jean-Claude Kibala, il y avait notamment de graves dysfonctionnements dans le secteur des mines. Évoquant le cas particulier de Mwenga, les enquêteurs avaient relevé la présence de plusieurs entreprises chinoises qui exploitent de l'or sans titres ni qualités. Par ailleurs, ils avaient noté également le problème des entreprises qui ne détiennent que des permis de recherche mais font l'exploitation des minerais avec la complicité des coopératives locales.

Aujourd'hui, les élus du peuple sont décidés à éva-



luer les recommandations pour s'enquérir du chemin parcouru dans les efforts de lutte contre l'exploitation illicite des minerais par des sociétés étrangères. Le 28 septembre dernier, le pré-

sident de la chambre basse, Christophe Mboso, a réaffirmé la volonté de son institution d'apporter tout l'éclairage possible sur la suite de ce rapport. « Nous allons y revenir, nous allons

*Les exploitants illicites des minerais/DR vérifier à quel niveau se trouvent ces recommandations. Nous sommes d'accord. Les membres du gouvernement sont là », a-t-il assuré.*

**Laurent Essolomwa**

## CRISE DES PRODUITS PÉTROLIERS

# La facture s'élèverait à près de 400 millions de dollars

Le montant annoncé représente la subvention gouvernementale pour les produits pétroliers en République démocratique du Congo (RDC). Par ailleurs, il y a également près d'une centaine de millions de dollars américains d'exonérations des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) de certains produits essentiels.



Une station d'essence à Kinshasa

En dépit d'un retour progressif à une situation normale, la crise des produits pétroliers n'est pas totalement derrière la RDC. Les exonérations des taxes sur la TVA de certains produits essentiels visent à limiter les

dégâts causés par la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur le pays. Cette mesure a été prise en avril dernier, au moment où les prix des produits pétroliers et céréaliers ont grimpé sensiblement au niveau international à cause

de cette guerre. Entre janvier et avril, le prix du baril au niveau international était passé de 80 à 110 dollars. Lors d'une réunion du 20 avril, le Comité de conjoncture économique a confirmé le gel de la TVA de certains

produits de première nécessité, notamment le ciment, les conserves et beaucoup de produits de première nécessité pour la population. Pour veiller à un approvisionnement régulier en produits pétroliers, le gouvernement de la République sort de sa poche près de 400 millions de dollars américains. En fait, le client n'achète à la pompe que 60 % du prix réel du produit. Cet effort du gouvernement est rendu possible par le niveau satisfaisant de la mobilisation des ressources budgétaires au cours des dernières années. En effet, selon le ministère des Finances, ces dernières sont en augmentation constante depuis 2020. « Entre 2020 et 2022, les recettes de l'État ont été doublées. Bientôt, elles seront tri-

plées avec le budget 2023 qui a été déposé, il y a quelques jours, à l'Assemblée nationale », a confié le ministre Nicolas Kazadi. Pour lui, le pays devrait tripler le montant du budget en un temps relativement court. Du côté des sociétés pétrolières, il est important de se rendre à l'évidence. Les difficultés du secteur sont dues au fait que les paramètres de la structure de prix ne sont pas revus à temps et cela crée forcément des pertes et manques à gagner. Pour elles, il faut agir vite dans le renforcement de la bonne gouvernance et la lutte contre la fraude. Il y a un principe simple : l'augmentation du volume permet à l'État de mieux maîtriser les prix à la pompe.

**Laurent Essolomwa**

## MUSIQUES URBAINES

## Mixon lance "Etoile du Congo"

La présentation de l'album "Etoile du Congo" de l'artiste-musicien Mixton, le deuxième du genre, a été faite le 30 septembre au musée Cercle africain de Pointe-Noire.

Huit ans après son premier album «A cœur ouvert», l'artiste musicien Mixton, qui excelle dans le rap, le hip-hop et le RNB, vient de mettre sur le marché du disque son opus disponible en version CD et clé Usb. L'album "Etoile du Congo" est une co-production et comprend dix-huit titres parmi lesquels "Cain-Abel", "Courageux", "Makila mabe", "Po na nini boye", "A tes côtés", "Belou"...

«Pour moi la sortie de cet album est comme une victoire car la musique urbaine, jadis honnie, est aujourd'hui acceptée par le public quel qu'il soit. Les musiques urbaines aujourd'hui sont prisées par tous au même titre que les autres genres de musique mondialement reconnus. "Etoile du Congo" apporte un message d'espoir à travers les différentes chansons que

contient l'album que l'on a voulu hybride, puisque fait de mélanges de genres tels le ndombolo, la rumba, les animations» a-t-il dit.

Selon lui, le titre "Etoile du Congo" s'explique par le simple fait que tout le monde fait partie des étoiles appelées à briller. Les nombreuses collaborations dans l'album avec les jeunes musiciens de la place concrétisent le travail collégial profitable à tous. Dans les autres volumes qui vont suivre après «Etoile du Congo», d'autres collaborations vont y figurer, toujours dans cette dynamique de partage et d'échange», a-t-il assuré.

Pour faire la promotion de l'album, Mixton et son équipe managériale ont prévu plusieurs activités, à savoir une conférence de presse et une séance d'écoute le 8 octobre à Dolisie,

le 15 octobre à Brazzaville puis dans d'autres lieux encore. Il croit en la musique urbaine congolaise car, a-t-il dit, les artistes se professionnalisent de plus en plus au même titre qu'ils se structurent. Nous sommes près du but si on n'y est pas presque», a-t-il conclu.

## Qui est Mixton?

De son vrai nom Michael Mba-ma, Mixton est le créateur du «boumboay», une alchimie mélangeant hip-hop, reggae, ragga aux influences des musiques africaines et congolaises.

Doté d'un flow qui ne laisse pas indifférent, il s'est très vite imposé dans les années 2000 comme un jeune artiste au talent promoteur. Ses prestations et son album «A cœur ouvert» sorti en 2014 ont conforté cette renommée qui ne se dément plus



puisque les fans et mélomanes réclament toujours, à chaque scène, les morceaux contenus dans cet album. Sa participation remarquée au projet «Tous contre le sida - Ça nous fait mal», en décembre 2007, lui a permis de faire un premier pas en tant que professionnel dans le monde de la musique après plusieurs interventions dans différentes compilations et mixtapes locales. Avec son collectif «Kimia», Mixton lance le titre «Nous sommes le Congo», prônant l'unité du pays, la force et la richesse de sa diversité ethnique. Mixton et les membres du collectif «Kimia» recevront la récompense nationale de «Tam

Tam d'or 2010» en catégorie «Découverte».

Son succès et son talent n'ont pas laissé indifférents les organisateurs du festival Gabao de Libreville, au Gabon, qui le propulse dans le grand bain de la musique africaine après une présélection réussie avec brio. Il se classe à la quatrième place pour sa première participation à ce festival. Grâce à ce passage remarqué, il participe à la tournée congolaise des vainqueurs du Gabao. Aujourd'hui, Mixton est à l'orée d'une grande carrière internationale pour hisser haut les couleurs de la musique urbaine congolaise.

Hervé Brice Mampouya

## FOOTBALL

## Sébastien Desabre dresse le bilan du stage des Léopards au Maroc

Le sélectionneur des Léopards de la République démocratique du Congo, Sébastien Desabre, a dressé le bilan du stage de Casablanca, au Maroc, à l'occasion de la trêve internationale de septembre.

Le technicien français était à son premier contact avec les Léopards. Ceux-ci ont disputé deux rencontres. Battus au premier match par les Etalons du Burkina Faso (0-1), ils ont mieux négocié le second acte de ce rassemblement en terre chérifienne avec une nette victoire de 3-0 sur les Lones Star de la Sierra Leone; la première après cinq matches sans victoire dont quatre défaites et un nul. L'équipe congolaise est du reste sur une pente raide aux éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) avec deux défaites lors des deux premières journées. Cela a valu le limogeage du précédent sélectionneur, l'Argentin Hector Cuper.

Parlant du match victorieux contre la Sierra Leone, Sébastien Desabre a indiqué : «C'est un match qu'on a abordé avec un peu plus de caractère. On a été cherché l'équipe de Sierra Leone un peu plus haut sur le terrain, on a senti une équipe qui avait envie de gagner, cela a mis du temps, parce qu'on a été un petit peu maladroit dans la finition. Et puis, sur la seconde mi-temps, on a logiquement ouvert le score et pris le dessus. Je pense qu'on a fait un bon match dans l'ensemble, on aurait pu

peut-être ouvrir le score et se mettre à l'abri un peu plus tôt. Mais ce sont des matches qui ne sont jamais simples à jouer. Il y avait aussi un certain manque de confiance depuis quelque temps dans cette équipe, je pense que le résultat et le contenu vont nous donner un peu plus de confiance».

Et il a relevé : «C'est vrai qu'on a eu un gros temps fort sur la première mi-temps qu'on n'a pas pu valider par un but. Il fallait repartir avec la même abnégation, peut-être que c'est un match qu'on aurait pu gagner à 1-0 à la 94e mn. Il faut toujours y croire, essayer d'être équilibré, tout en pensant à attaquer de manière ordonnée pour ne pas prendre un contre, et courir après un score. J'ai trouvé que l'équipe avait eu de la maturité pour pouvoir gérer cela, on ne s'est pas énervé, on a continué à attaquer l'équipe adverse jusqu'à l'ouverture du score».

Sur les deux matches, Sébastien Desabre a souligné : «Quelle que soit l'opposition, un match ça se gagne. On l'a fait contre la Sierra Leone mais pas contre le Burkina, c'est une bonne



Sébastien Desabre, sélectionneur des Léopards de la RDC

chose. Après, tout n'a pas été bien sûr parfait, mais j'ai senti une amélioration durant la semaine, ce qui peut nous donner de l'espoir pour la suite».

## « Quand on vient en sélection nationale, on doit tout donner pour l'équipe »

Le stage de Casablanca a été littéralement le premier contact du nouveau sélectionneur avec des joueurs. «Cela m'a permis d'évaluer tous les secteurs, que ce soit technique et en dehors du terrain, le comportement des uns et des autres, la rigueur que cha-

acun mettait dans sa mission, parce que quand on vient en sélection nationale, on a une mission, celle de tout donner pour l'équipe et pour le pays... J'ai senti des garçons qui sont très concernés par cela, j'ai senti un manque de confiance aussi, dû certainement aux autres résultats. On a encore, dans certains domaines bien sûr; des choses à régler, mais cela m'a donné beaucoup de points pour pouvoir prendre des décisions sur les prochaines sélections. C'était nécessaire et indispensable, on l'a fait sur des matches amicaux, et qui plus est, c'était

mieux que sur les matches officiels», a fait remarquer le technicien français.

Et de conclure sur une lueur d'espoir : «Maintenant, on va préparer cette double confrontation de la Mauritanie, en sachant que, comme je l'ai dit également, pour changer des choses, ce n'est pas du jour au lendemain, on se servira de ces matchs officiels pour encore essayer d'améliorer les choses, en espérant être prêt, en tout cas on va tout faire pour; et puis on sait la mission qui est devant nous de faire un exploit pratiquement, puisqu'il faudra trois victoires et un match nul pour se qualifier à la prochaine CAN. En tout cas, ce qui est important, c'est de relancer quelque chose à la hauteur du Congo, et j'ai senti sur ce stage qu'on était sur la bonne direction».

Derniers de leur groupe avec zéro point après deux matches, les Léopards sont obligés de battre les Mourabitounes de la Mauritanie au mois de mars 2023 en troisième et quatrième journées des éliminatoires de la CAN Côte d'Ivoire 2024, pour espérer revenir dans la course pour la qualification.

Martin Enyimo

## SAISON SPORTIVE 2021-2022

# Une baisse de niveau opérationnel observée

Le ministre en charge des Sports, Hugues Ngouélondélé, a fait remarquer aux dirigeants des fédérations sportives nationales, le 29 septembre dernier lors de la cérémonie de clôture de la saison sportive 2021-2022, de nombreuses insuffisances dans la gouvernance.

La présentation des activités réalisées par les fédérations, au cours de la saison sportive qui vient de s'achever, a mis en exergue une forte baisse par rapport à la saison dernière. Le taux moyen de réalisation des activités pour toutes les fédérations est de 33,95%, comparativement à l'année 2020-2021 où il était de 48,94%.

Selon le ministre des Sports, les animateurs et gestionnaires des fédérations sportives nationales, des ligues, sous-ligues et clubs devraient se lancer dans la quête de solutions idoines.

« A l'ouverture de la saison sportive, j'exhortais les fédérations nationales à se mettre résolument au travail pour affiner les prestations de nos athlètes, en vue d'une participation honorable aux différentes compétitions sportives continentales. Force est de constater que, globalement, ces objectifs n'ont pas été atteints », a déploré Hugues Ngouélondélé.

Le secrétaire général du Comité national paralympique



Des présidents des fédérations sportives nationales/Adiac

congolais, Jonas Bamana, dans son intervention, a apprécié la bonne collaboration entre la tutelle et les différentes entités sportives nationales. Il a, par ailleurs, regretté le

manque d'accompagnement financier.

« Grande désolation et déception du Comité national paralympique dont les athlètes n'ont plus participé au

6e meeting international de para-athlétisme au Maroc, faute de moyens financiers quand bien même que la taille de la délégation a été réduite. A cette occasion, le

Congo a perdu la reclassification des athlètes déficients physiques », a-t-il dit.

Il a précisé par la même occasion que le sport, étant indispensable et un facteur qui marque l'inclusion sociale, mérite un suivi. « Or, faire des entraînements sans compétition ressemble à un élève qui va à l'école sans participer aux examens, cela entraîne une démotivation des apprenants », a ajouté Jonas Bamana.

A en croire le ministère, les objectifs de cette saison qui s'est achevée, ouverte le 12 octobre 2021, étaient axés sur la vulgarisation des protocoles sanitaires et de la vaccination, l'élaboration et la publication des données statistiques, la redynamisation des ligues existantes et la mise en place des nouvelles ligues, la formation des cadres administratifs et techniques, la détection, la formation et le perfectionnement des athlètes, l'organisation des compétitions des jeunes puis des championnats nationaux.

Rude Ngoma

## COUPE DU MONDE 2022

## Bilan mitigé pour les sélections africaines avant la compétition

Les sélections africaines qualifiées pour la Coupe du monde ont profité du report des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations pour jauger leur niveau avec les équipes d'autres continents pendant la fenêtre internationale. Les résultats des matches livrés par chacune d'elles ont été plutôt mitigés.

La phase finale de la Coupe du monde avance à grands pas. La compétition se jouera du 21 novembre au 18 décembre au Qatar. Le Sénégal, champion d'Afrique, a débuté sa préparation en s'imposant, le 24 septembre, devant la Bolivie 2-0. Boulaye Dia a ouvert le score à la 4e mn avant que Sadio Mane ne double la mise, sur penalty, à la 44e. Le 27 septembre, les Lions de la Teranga n'ont pas pu faire mieux qu'un nul d'un but partout contre l'Iran. Morteza Pouraliganji avait marqué contre son camp à la 55e mn avant que Sarda Azmoun ne rétablisse l'équilibre. Avec une victoire et un match nul, le Sénégal se met en confiance à un mois et demi de la compétition. Les Sénégalais sont logés dans le groupe A avec le Qatar, les Pays-Bas et l'Equateur. Les autres Lions, ceux de l'Atlas, ont connu des fortunes diverses. Ils se sont imposés 2-0 face au Chili, le 23 septembre, grâce à Sofiane Boufal sur penalty à la 66e mn et Abdelhamid Sabiri à la 78e. Lors de son dernier match, le Maroc a été contraint au nul de 0-0, le 27 septembre, contre le Paraguay. Le Maroc affrontera dans le groupe F la Croatie, la Belgique et le Canada.

La déception vient par contre des Lions indomptables du Cameroun qui ont bouclé les journées de la Fédération internationale de football association par des résultats très inquiétants. Le Cameroun s'est incliné 0-2, le 23 septembre, face à l'Ouzbekistan. Kho-

jimat Erkinov (24e mn) et Oston Urunov (76e) ont été les bourreaux des Camerounais. Le 27 septembre, les Lions camerounais ont concédé une autre défaite face à la Corée du sud, 0-1. Heung Min Son a inscrit le seul but de la rencontre à la 35e mn. Le Cameroun aura pour adversaires dans le groupe G le Brésil, la Suisse et la Serbie. Quant aux Blacks stars du Ghana, ils ont battu le Nicaragua, le 27 septembre, 1-0 grâce à une réalisation d'Abdul Fatawu Issahaku à la 35e mn. Le 23 septembre, ils avaient concédé une défaite de 0-3 contre le Brésil. Marquinhos avait ouvert le score à la 9e mn et Richarlison l'imitait en signant un doublé à la 28e mn et à la 40e. Le Ghana tentera de passer le premier tour devant des adversaires, et non pas les moindres, comme le Portugal, l'Uruguay et la Corée du Sud.

L'addition a été par contre très salée pour les Aigles de Carthage de la Tunisie, le 27 septembre, face à la Selecao du Bresil, 1-5. Dylan Bronn a inscrit le seul but tunisien à la 42e mn. Rafinha (11e et 40e mn), Richarlison (19e), Neymar sur penalty (29e) puis Pedro (74e mn) ont offert une belle démonstration à la Tunisie, vainqueur des Comores, le 22 septembre, 1-0 grâce à Taha Yassine Khenissi à la 57e mn. La Tunisie partage le même groupe avec la France, le Danemark et l'Australie

James Golden Eloué

## LIGUE 1

## Patronage se maintient

Patronage Sainte-Anne est venu compléter la liste des équipes engagées au championnat national direct Ligue 1, après sa victoire sur la Jeunesse sportive de Poto-Poto (JSP), 2-0, en match retour des barrages.



Patronage Sainte-Anne se maintient face à la JSP/Adiac la JSP a été reléguée en Ligue 2 en 2018 et doit encore patienter pour retrouver l'élite.

Pour un problème d'éclairage, le match prévu le 24 septembre a été interrompu, alors que Patronage menait 2-0, suffisant pour se maintenir après le 0-0 concédé le 21 septembre à l'aller. Comme prévoit le règlement, les deux équipes ont pu jouer les minutes restantes le 25 septembre sans que la JSP puisse renverser la tendance.

Patronage se sauve en passant par les barrages comme au terme de la saison 2018-2019, où il avait écarté Flamengo (1-1 et 4-0). Promue en Ligue 1 en 2015,

Les équipes engagées au championnat national qui débutera le 22 octobre sont AS Otohô, Diables noirs, AC Léopards de Dolisie, Interclub, Club athlétique renaissance aiglons, Jeunesse sportive de Talangai, V Club Mokanda, Etoile du Congo, FC Kondzo, AS Cheminots, FC Nathalys, Bana nouvelle génération, Patronage Sainte-Anne et AS Juk.

James Golden Eloué

## JOURNÉE MONDIALE DU CŒUR

# La collégialité dans les actes souhaitée pour résoudre les problèmes cardiaques

Une matinée scientifique a été organisée, le 29 septembre à l'hôpital général Adolphe Sicé de Pointe-Noire, à l'occasion de la Journée mondiale du cœur, en présence de Lambert Chakirou, directeur général dudit hôpital.

«Écoutez votre cœur, prenez à cœur votre santé» est le thème de la Journée mondiale du cœur qui a réuni les médecins spécialistes des différentes structures sanitaires de la place, les généralistes et aussi les paramédicaux sur l'initiative de l'hôpital général Adolphe-Sicé.

Sensibiliser le public à la lutte contre les maladies cardiaques, les maladies cardiovasculaires et les accidents vasculaires cérébraux ont été les objectifs de cette activité. «En cette période où notre attention est focalisée sur la pandémie à coronavirus, nous courons le risque de négliger notre cœur. D'où toute l'importance pour l'hôpital général Adolphe-Sicé de célébrer cette journée afin de faire prendre conscience aux uns et aux autres de l'intérêt que nous avons à bien prendre soin de notre cœur; en mettant un accent particulier sur la prévention des accidents et maladies cardio-vasculaires, afin de prévenir et de limiter les facteurs de risque sur lesquels chaque individu peut agir. Quelles que soient nos origines, quel que soit



Quelques participants à l'issue des travaux lors de la journée mondiale du cœur. Adiac

notre niveau de vie, nous sommes tous concernés et nous pouvons agir et améliorer notre vie ainsi que notre santé cardiaque en adoptant des modes de vie plus sains », a dit Lambert Chakirou, à l'ouverture des travaux.

Ainsi, les communications faites au cours des deux sessions prévues ont donné lieu à des échanges fructueux qui ont amené une valeur ajoutée à la prise en charge des maladies cardiaques. En effet, les maladies cardio-vasculaires constituent actuellement une des causes majeures de

la mortalité chez les adultes-jeunes dans les pays à faible revenu. Cette situation est directement liée à la prévalence des facteurs de risque comme l'obésité, le manque d'activité physique et la consommation excessive du tabac, d'alcool, l'alimentation à base d'aliments gras. Aussi, le diabète, le taux de cholestérol élevé, l'hypertension, la sédentarité et le stress non géré contribuent à augmenter les risques de développer certaines de ces maladies cardiaques. Ces facteurs de risque peuvent être diminués par une saine

alimentation, la pratique des exercices physiques et des saines habitudes de vie. Les consultations et examens d'usage permettent de détecter tôt certains problèmes de santé par des prises de sang et des examens de routine, ont reconnu les participants aux échanges. Partenaires de cette activité, plusieurs laboratoires ont présenté leurs produits thérapeutiques qui participent à la lutte contre les maladies du cœur, à l'instar du laboratoire Ajanta Pharma avec ses produits Atorfit et Ro-

sutor, qui ont montré leur efficacité dans l'atteinte du taux de cholestérol cible chez les patients.

En remerciant les participants à cette activité, le Dr Charley Loumade Elenga Bongo, directeur des affaires médicales, a conclu: «Si on peut continuer avec cet engouement, nous serons réellement une base scientifique en fédérant nos efforts et nos intelligences. La formation médicale continue doit être notre quête au quotidien».

Signalons que les maladies cardio-vasculaires représentent la première cause de mortalité dans le monde avec 17,9 millions de morts chaque année, soit 31% de la mortalité mondiale. En République du Congo, ces maladies représentent la première cause d'admission dans le service de neurologie. Entre 2014 et 2017, 2 056 cas ont été répertoriés dans les services spécialisés du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville et de l'Hôpital général de Loandjili. A l'Hôpital général Adolphe-Sicé, quoique les données épidémiologiques ne soient pas disponibles, force est de reconnaître que la situation n'est pas moins alarmante.

Hervé Brice Mampouya

## VIENT DE PARAÎTRE

## Politique du prophétisme au Congo-Brazzaville / Hiérarchie au sein de l'Église de Zéphirin

Fred O. Biyela livre les résultats de son étude sur le prophétisme au Congo-Brazzaville en partant de l'Église de Zéphirin.

Paru aux Éditions Karthala / Collection Les Afriques, Politique du prophétisme au Congo-Brazzaville / Hiérarchie au sein de l'Église de Zéphirin qui n'a encore jamais fait l'objet d'une étude approfondie. L'auteur démontre comment cette institution gouverne ses fidèles et de quelle manière s'y recompose l'identité religieuse.

À travers ce livre, il procède en interrogeant le mécanisme de production de sujets et les mo-

des de gouvernance d'une institution ecclésiale, analyse les enchevêtrements réciproques des pouvoirs religieux, étatiques et lignagers aux marges de la laïcité constitutionnelle héritée de l'ancienne métropole coloniale.

L'originalité de la démarche est ici de souligner l'importance du lignage, que les recherches sur les prophétismes ont peu étudié. Menée de l'intérieur de l'institution prophétique, cette étude met au jour des pratiques issues



de l'histoire politique du Congo, que les acteurs religieux reproduisent dans leur Église. À travers l'analyse de ces pouvoirs imbriqués, l'ouvrage s'intéresse à la jeunesse en Afrique, aux conflits intergénérationnels et à l'émergence de nouvelles figures du politique et du religieux. Ces dernières apparaissent largement influencées par le mécanisme "sorcellaire" appréhendé comme langage de parenté et comme forme de "gouvernementalité" au sein même d'une institution religieuse qui, officiellement, est censée le conjurer.

Le "sorcellaire" « intra-muros » est un indice privilégié des réinventions de la parenté en vertu desquelles l'Église de Zéphirin se constitue comme un nouveau lignage. Cet ouvrage constitue une plongée inédite dans la politique du prophétisme en Afrique centrale et ailleurs.

Fred O. Biyela est docteur en ethnologie de l'Université de Paris (ex-Paris Descartes) où il enseigne notamment l'anthropologie politique depuis 2015. Il est également chercheur associé au Ceped (Université Paris Cité/IRD).

Marie Alfred Ngoma

## ASSAINISSEMENT

## La fédération de l'OFC nettoie les établissements scolaires

À l'orée de la rentrée scolaire, le 3 octobre sur toute l'étendue du territoire national, l'Organisation des femmes du Congo (OFC) fédération de Pointe-Noire a initié, le 1er octobre, une journée d'assainissement dans les établissements publics situés dans la ville et dans la communauté urbaine de Tchiamba-Nzassi.

Les élèves congolais sont appelés à reprendre le chemin de l'école ce 3 octobre. Dans le cadre des préparatifs pour une rentrée réussie, Yolande Keita Bangui, présidente de l'OFC fédération de Pointe-Noire, a organisé une campagne d'assainissement afin que les établissements soient un environnement sain et sûr pour les apprenants mais également pour les enseignants.

L'opération a concerné l'école de Fouta, dans la communauté urbaine de Tchiamba-Nzassi; la Révolution, dans le premier arrondissement de Pointe-Noire; Balou-Constant, dans le quatrième arrondissement et bien d'autres.

Dans chaque école des six arrondissements de la ville de Pointe-Noire et à Tchiamba-Nzassi, les femmes de l'OFC ont désherbé les cours, balayé les salles de classe, nettoyé les latrines et ramassé les ordures. Certains arbres encombrants ont même



Les femmes de l'OFC pendant l'opération de salubrité/Adiac

été élagués en vue de créer un cadre de vie adéquat.

En organisant cette activité, les femmes de l'OFC ont répondu à l'appel du gouvernement de la République instaurant une journée citoyenne de salubrité sur toute l'étendue du territoire national le premier samedi du mois.

Dans son intervention, la présidente de cette organisation s'est félicitée

de l'engouement et surtout du dévouement affiché par les femmes de son mouvement. « La fédération de Pointe-Noire a pensé qu'il fallait accompagner l'initiative du gouvernement de la République, qui a instruit l'assainissement de nos cités le premier samedi du mois. Cela est bien tombé puisque lundi les enfants vont reprendre avec l'école. Il fallait donc donner la

possibilité à ces enfants de retrouver un espace déjà propre, qui va leur permettre d'apprendre dans des conditions adéquates », a dit Yolande Keita Bangui.

Pour les femmes de l'OFC, la pratique de l'hygiène dans les établissements scolaires est une chose importante pour le succès de l'éducation de base. Cette activité avait pour objectif d'assainir non seu-

lement les écoles mais également pour informer, persuader et motiver l'ensemble de la population à améliorer l'assainissement et les pratiques d'hygiène dans les écoles. À travers cette journée, elles ont encouragé la participation communautaire et une plus grande redevabilité entre les parents, les écoles et les autorités éducatives.

Notons que c'est par circulaire datée du 6 octobre 2018 du Premier ministre de l'époque, feu Clément Mouamba, qu'a été instaurée l'opération de salubrité le premier samedi de chaque mois. Aujourd'hui, cette opération est arrivée à point nommé pour mettre tous les acteurs des administrations publiques et privées devant leurs responsabilités en matière de préservation de l'environnement. Et la fédération de l'OFC Pointe-Noire n'a pas voulu déroger à cette tradition.

Hugues Prosper Mabonzo

## HUMEUR

## Gare aux pourcentages fallacieux des écoles privées !

Les pourcentages dont il est question ici sont ceux de passage en classes supérieures et d'admission aux examens d'Etat, à savoir le Certificat d'études primaires et élémentaires (CEPE), le Brevet d'études du premier cycle (BEPC) et enfin le baccalauréat, tous les deux sous-secteurs de l'enseignement confondus, notamment général et technique.

Lors de la Conférence nationale souveraine en 1990, les Congolais avaient exigé avec force l'instauration de l'enseignement privé pour résoudre un problème précis qui commençait à gangrener le système éducatif dans son ensemble, celui de la baisse du niveau scolaire. Cette baisse s'expliquait, d'une part, par les effectifs pléthoriques des élèves dans des salles de classe et, d'autre part, par l'abandon des salles de classe par certains enseignants à travers le changement de carrière et aussi le non recyclage de certains d'entre eux.

Aux premières années de l'instauration des écoles privées, la moisson était acceptable. Après, l'école privée est devenue un luxe, une véritable course à la montre pour les promoteurs et parents d'élèves. Pour certains, ne pas inscrire ses enfants dans une école privée s'apparente à la non prise au sérieux de leur éducation. Et il y a eu même des cas de divorces dans des foyers à cause de cela.

A dire vrai, l'école privée a déçu plus d'un Congolais car le niveau scolaire des élèves qui y fréquentent s'étiolé du jour au jour à cause de sa face cachée. En effet, quand la rentrée approche, les écoles privées sortent toute sorte de tableaux mensongers pour attirer des parents d'élèves. On peut lire des pourcentages tels que 97, 68% ; 74, 55% ; 93, 84% ; 57, 83% d'admission au CEPE, BEPC et baccalauréat. Quelle tromperie !

Comment comprendre qu'un enfant régulièrement inscrit dans une école privée et qui passe en classe supérieure avec une note excellente n'arrive pas à défendre son niveau quand il est en famille ? Le même reproche fait hier à l'école publique relative à la pléthore des effectifs deviens monnaie courante dans de nombreuses écoles privées. Les cahiers des enfants ne sont pas régulièrement corrigés, la pédagogie par objectif n'existe presque pas, on assiste aux cours magistraux au niveau du primaire et secondaire, des cours écrits au tableau ou dictés et non expliqués, trop de complaisance de la part des promoteurs qui instruisent les enseignants de sauver leur école en attribuant à certains enfants des notes qu'ils ne mériteraient pas, pour fidéliser les parents d'élèves.

Avec cette façon de faire, n'est-ce pas là une vraie anarchie pédagogique ? On est en train d'assister à une hémorragie des élèves qui quittent des écoles privées pour s'inscrire dans des écoles publiques où, petit-à-petit, les choses sont en train d'être redressées. Les écoles publiques n'ont, d'ailleurs, jamais menti sur leurs pourcentages d'admission aux différents examens d'Etat.

Faustin Akono

## PHOTOGRAPHIE

## Une exposition en mémoire de l'artiste Tâ Mapako

Photographe congolaise chevronnée, Valentina Tchibota Gnali, de son nom d'artiste «Tâ Mapako», a tiré sa révérence il y a trois mois en laissant derrière elle plus de mille photos. Un hommage lui a été rendu le 25 septembre à Pointe-Noire au hameau de Vista, à Mpita, dans l'arrondissement 1 Emery Patrice Lumumba, à travers une exposition intitulée « Elle s'appelle Ta Mapakô ».

C'est le 11 juin dernier que Valentina Tchibota Gnali a quitté la terre des hommes à l'âge de 26 ans. Photographe attitrée du Festival international de théâtre et art de la scène «Kimo», elle a participé à de nombreux événements et réalisé ses œuvres dans des pays d'Afrique et d'ailleurs. Opérateurs culturels, artistes et autres ont répondu présents à l'exposition « Elle s'appelle Tâ Mapako », organisée en sa mémoire par sa famille biologique pour présenter son travail. Constituée d'un échantillon de l'abondante œuvre (soit plus de mille photos) laissée par l'artiste, portant sur divers thèmes (la famille, l'eau, la nature, la forêt, la mode, les mannequins et autres), avec une prédominance de portraits, l'activité a mis en lumière la créativité de la photographe pour son art et pour la diversité des couleurs.

Fille de Valentin Tchibota, ancien administrateur maire de l'arrondissement 2, Mvou-Mvou, et petite fille d'Aimée Mambou Gnali, écrivaine et ancienne ministre de la Culture et des Arts du Congo, dont elle a hérité de la fibre culturelle et artistique, Tâ Mapako s'est découverte une passion pour la photographie en 2015 en France, où elle est allée poursuivre ses études supérieures en droit, après l'obtention de son baccalauréat au Congo. Optant pour une réorientation en arts appliqués, elle décide de suivre des études en photographie pour vivre de sa passion.

Son art, c'était un outil pour l'activisme, pour lutter contre les stéréotypes comme elle l'expliquait dans une interview réalisée en 2020. « *Utilise la photographie pour mettre en lumière les minorités et les intersectionnalités (personnes subissant simultanément plusieurs formes de stratification, domination ou de discrimination dans une société) invisibilisées. L'idée principale est de se battre contre des stéréotypes, les oppressions et les inégalités liées à certaines intersectionnalités en utilisant la représentativité comme outil d'empowerment pour ces personnes. Mon art est de provoquer un*



L'artiste Tâ Mapako

changement dans le point de vue du spectateur parce qu'en représentant le modèle de façon positive, puissante et flamboyante, je viens lutter contre les stéréotypes liés à leur intersectionnalité», déclarait-elle dans cette interview.

Joie et peine se sont mêlées au cours de l'exposition, en particulier lors des témoignages des artistes, de ses modèles et autres personnes l'ayant côtoyée ou travaillé avec elle sans oublier les proches et membres de sa famille. Reconnue comme une personne attentionnée, aimant la nature, le travail bien fait et disposée à aider et à transmettre son savoir, Tâ Mapako a su conquérir les cœurs par ses qualités

et son talent. L'artiste savait répandre et communiquer l'amour dans sa façon d'être et de faire. Elle savait donner de la valeur aux autres et voir ce qu'il y a de positif en chacun. Ayant une préférence pour la photographie portraitiste, elle avait l'art d'embellir tous ceux qu'elle photographiait. Valentina Tchibota Gnali, qui était à la fin de son cursus d'études supérieures en photographie professionnelle à City Varsity, à Cape town, n'a pas pu réaliser ses nombreux projets dont celui d'ouvrir une école des médias à Pointe-Noire, sa ville natale. Elle aurait eu ses 27 ans le 25 septembre dernier, jour de l'exposition organisée en sa mémoire.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

## RÉFORMES ÉCONOMIQUES

# La Banque mondiale réitère son soutien au Congo

La poursuite des réformes économiques engagées par la République du Congo a fait, le 29 septembre, l'objet d'une séance de travail entre le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, et une délégation de la Banque mondiale (BM), conduite par son directeur pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Seck.

Se félicitant de la reconduction d'Anatole Collinet Makosso à la tête de l'exécutif, le directeur de la BM pour l'Afrique centrale a réitéré le soutien de cette institution aux efforts du Congo. « Nous avons discuté de la continuation des efforts et avons convenu que la meilleure source de financement de l'économie congolaise, la source la plus prévisible, ce sont les réformes. La BM a un programme en particulier de soutien aux réformes sur lesquelles nous avons eu une très bonne conversation et nous en sortons très encouragés », a expliqué Abdoulaye Seck à sa sortie d'audience.

Selon lui, les efforts entrepris par les autorités congolaises ont montré des résultats probants, surtout cette année, avec l'augmentation du taux de croissance. « Depuis 2014, l'économie congolaise s'est contractée et c'est encourageant de voir cette croissance retrouvée en 2022. Nos perspectives pour



Les deux parties pendant la séance de travail/Primature

le moyen terme montrent que cette croissance va être consolidée. Cela a été rendu possible parce que les réformes ont été prises », a-t-il poursuivi.

A titre d'exemple, il a cité les réformes sur le désendettement du pays qui ont permis de rendre soutenable la dette publique. D'où la nécessité de les poursuivre. «

Le Congo a mis également en place son Plan national de développement qui met un accent sur la diversification économique. Il s'agit de renforcer l'économie du pays de façon qu'elle ne soit pas dominée par le secteur pétrolier, en donnant la place au secteur privé. Il faut mettre en œuvre des réformes qui feront en sorte

que les investissements privés puissent être dynamiques et créer des emplois pour les jeunes », a-t-il souhaité.

Anatole Collinet Makosso et son hôte ont, par ailleurs, évoqué la possibilité de la BM de participer à ces efforts. Abdoulaye Seck a, en effet, rappelé que les engagements de son institution s'élèvent

aujourd'hui à environ 800 millions de dollars américains. La banque entrevoit, a-t-il annoncé, de mettre en place un programme de plus d'un milliard de dollars américains. Ce qui permettra de poursuivre les efforts de modernisation des écoles et bien d'autres. « C'est un sujet qui tient à cœur monsieur le Premier ministre, qui a aussi mentionné les efforts du gouvernement sur la protection sociale, les filets sociaux sur lesquels la BM a été d'un grand apport. Les questions d'urbanisation et de santé seront également prises en compte. C'est un programme qui est riche, à la dimension du Programme national de développement. C'est une excellente réunion et nous attendons que les pages belles soient écrites à nouveau sur cette coopération entre la BM et la République du Congo », a conclu le directeur de la BM pour l'Afrique centrale.

Parfait Wilfried Douniama

## RÉFLEXION

# Au bord du précipice

Quitte à se répéter une fois de plus et donc à passer pour un mauvais augure, nous réécrivons ici même aujourd'hui que la communauté mondiale se trouve dans le moment présent au seuil d'un précipice bien pire que celui qui a marqué le siècle précédent : bien pire parce que, manifestement, les dirigeants des grandes puissances n'anticipent pas les événements à venir, bien pire parce que les avancées scientifiques et technologiques du temps présent accroissent dangereusement les moyens militaires dont disposent ces mêmes grandes puissances, bien pire parce que les capacités financières dont celles-ci disposent ne cessent de s'alourdir.

Les deux guerres mondiales

qui ont marqué d'un sceau indélébile le vingtième siècle avec ses dizaines de millions de morts, ses centaines de villes détruites, ses horribles camps de concentration sont là pour démontrer que les puissants de ce monde s'avèrent incapables d'anticiper les drames de l'Histoire. Ce qui se passe actuellement en Ukraine et les propos que tiennent le Russe Vladimir Poutine et l'Américain Joe Biden témoignent d'une terrible incapacité de prévoir le pire et, par conséquent, d'agir tant qu'il en est temps afin d'éviter que la communauté mondiale dans son ensemble se trouve à nouveau plongée dans le chaos.

Dans ce contexte stratégique très particulier et alors que les Grands de la planète se défient maintenant à fleurets dénou-

chés, il revient aux peuples du Tiers-Monde de faire entendre fortement la voix du bon sens, de la raison, de la paix et de la sécurité. Rassemblant plus de la moitié de la population humaine et détenant l'essentiel des ressources naturelles de la planète, l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie du Sud ont la capacité de dire haut et fort que les dérives des Grands de l'hémisphère nord doivent cesser au risque de provoquer une nouvelle guerre mondiale dont les dégâts seraient infiniment plus grands, plus terribles que ceux du siècle précédent.

Ce qui est écrit ici n'a rien d'illusoire ni d'utopique étant donné la place que les pays dits « émergents » occupent aujourd'hui au sein de la communauté mondiale. Mais sa concrétisation ne

pourra se faire que si leurs dirigeants font entendre, de façon claire, leur voix en se réunissant pour inciter les « Grands » de ce monde à ne pas sombrer dans le chaos comme le firent leurs prédécesseurs tout au long du siècle précédent.

La récente Assemblée générale des Nations unies l'a démontré sans l'ombre d'un doute, c'est bien le Tiers-Monde d'aujourd'hui et lui seul qui peut contraindre les « Grands » à cesser de se provoquer au risque de déclencher une nouvelle guerre mondiale dont la communauté humaine ne se remettrait pas étant donnée la puissance des moyens de destruction dont ceux-ci se sont dotés ces dernières décennies.

Jean-Paul Pigasse